

Programme
des Nations Unies
pour le Développement



Ministère du Développement Rural

DAPS

Etudes sur les conditions de vie des ménages ruraux (ECVR)

ZONE III

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE
ET CARACTERISTIQUES
SOCIO-ECONOMIQUES
DES MENAGES RURAUX
DE LA ZONE VIVRIERE
DU SUD-BORGOU**

Fevrier 1996

République du Bénin

AVANT-PROPOS

Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Antonin Alavo puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Aho et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.

S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.

Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :

- Messieurs les auteurs de ce document;

- Messieurs André Ganmavo, Yves Ajavon, Nazaire Ehoumi, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Messieurs Pierre Basso et Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Agbodémakou et Mesdames Omalara Adjadj et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Monsieur Bio Tabé du CARDER Borgou; Messieurs Frédéric Biaou et Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèidi Sahabi du CARDER Ouémé; Messieurs Bonaventure Kouakanou et Hilaire Kotomalè du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénou de la DAGRI, Ibouaïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;

- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Houngbédji de la DPE/MTEAS;

- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;

- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.

Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohounkpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	i
INTRODUCTION	1
 I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE	 3
1.1 Délimitations.	3
1.2 Caractéristiques démographiques	3
1.3. Caractéristiques agro-écologiques	3
1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone	4
1.5. Organisations paysannes	6
 II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE	 7
2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale	7
2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale	9
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base	9
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire	10
2.2.3. Incidence de la pauvreté globale	11
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses.	12
2.2.5. Coefficient de contribution	13
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle	14
 III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX	 15
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux	15
3.2. Emplois des ménages ruraux	16
3.3. Revenus des ménages ruraux par source.	19
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux	22
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux	25
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux	29
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	31
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow	31

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans	34
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires	35
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux	37
3.9. Patrimoine des ménages ruraux	41
IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES	45
4.1 Difficultés des chefs de ménages-hommes et des femmes en milieu rural	45
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres	46
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages pauvres et non pauvres	48
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA	54
5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux	54
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux	54
5.3 Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux	55
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux	55
5.5 Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux	56
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux	57
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux	57
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux	57

**VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS
DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE 59**

6.1. Principes directeurs	59
6.2. Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux	59
6.3. Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	64
6.4. Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale	66
6.5. Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	68

LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1.1 a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone vivrière du sud-Borgou	5
Tableau 1.1 b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone vivrière du sud-Borgou	5
Tableau 1.2 Organisations paysannes de la zone vivrière du sud-Borgou	6
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone cotonnière du sud-Borgou	7
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	10
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	12
Tableau 2.4 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	13
Tableau 2.5 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale	13
Tableau 2.6 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone vivrière du sud-Borgou par passage	13
Tableau 2.7 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone vivrière du sud-Borgou	14
Tableau 3.1 a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou	15
Tableau 3.1 b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou	16
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	16
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	18
Tableau 3.4 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	18
Tableau 3.5 Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone vivrière du sud-Borgou	19

Tableau 3.6	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	21
Tableau 3.7	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	21
Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	22
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	24
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	24
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	25
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	26
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	26
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	27
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	27
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	27
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	28
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	29
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	29
Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	30
Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	31

Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou	31
Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone vivrière du sud-Borgou selon la classification de Waterlow	32
Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe au cours des deux derniers passages	33
Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone vivrière du sud-Borgou selon les catégories socio-économiques	34
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone vivrière du sud-Borgou	34
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe au cours des deux derniers passages	35
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone vivrière du sud-Borgou au cours des deux derniers passages	36
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone vivrière du sud-Borgou	37
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou dans différentes catégories socio-économiques	38
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe des membres	39
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe de l'enfant	40
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe de l'enfant	40
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe	41
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	42
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	42
Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	43
Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	44

Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou	44
Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	46
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	46
Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	47
Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	47
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	49
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	50
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	55
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	55
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	56
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	56
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	56
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	57
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	57
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	57
Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	58

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Graphique 2.1 Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou	8
Graphique 2.2 Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone vivrière du sud-Borgou	11
Graphique 2.3 Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone vivrière du sud-Borgou	12
Graphique 3.1 Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou selon les différentes activités	17
Graphique 3.2 Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou selon les catégories socio-économiques	18
Graphique 3.3 Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone vivrière du sud-Borgou	20
Graphique 3.4 Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone vivrière du sud-Borgou	20
Graphique 3.5 Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	22
Graphique 3.6 Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	23
Graphique 3.7 Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	24
Graphique 3.8 Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	25
Graphique 3.9 Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou	30
Graphique 3.10 Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou	32
Graphique 3.11 Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou	33
Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou	36

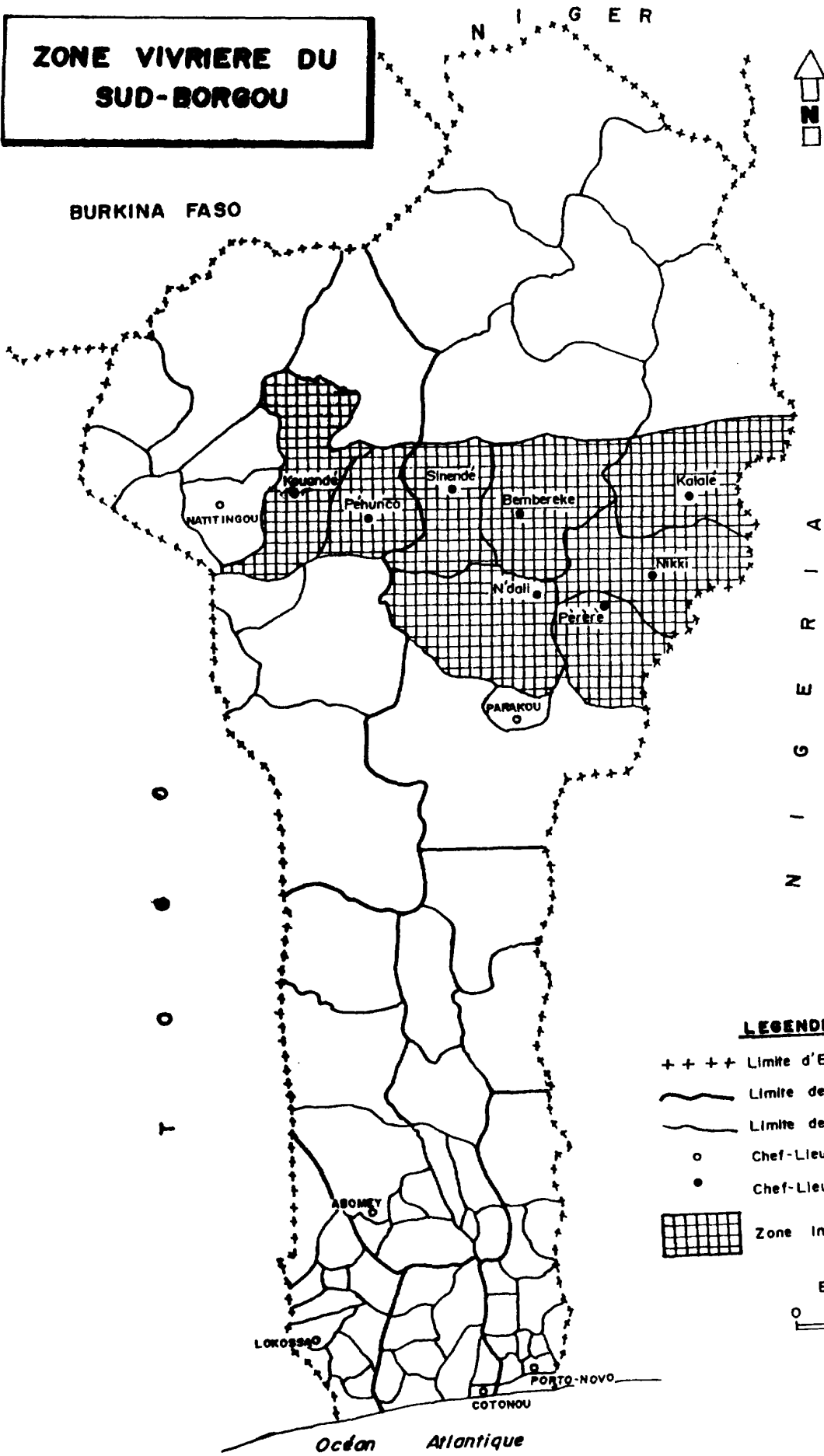
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou selon leur niveau d'éducation	37
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe	38
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone vivrière du sud-Borgou selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	39
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone vivrière du sud-Borgou	41
Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone vivrière du sud-Borgou	54
Figure 6.1 Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	60
Figure 6.2 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	63
Figure 6.3 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	66
Figure 6.4 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	68
Figure 6.5 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	69

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

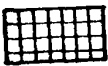
APV:	Agent Polyvalent de vulgarisation (ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)
CARDER:	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CCS:	Centre Communal de Santé
CLCAM:	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle
DANA:	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DSA:	Dimensions Sociales de l'Ajustement
DTC3:	Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche
EBC:	Enquête Budget Consommation
ECVR:	Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux
EPPR:	Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IEC:	Information, Education et Communication
INSAE:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MDR:	Ministère du Développement Rural
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAM:	Programme Alimentaire Mondial
PDRI:	Projet de Développement Rural Intégré
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSA:	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
SIBC:	Système d'Information à Base Communautaire
SNV:	Service Néerlandais des Volontaires
SPA:	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPG:	Seuil de Pauvreté Global
SPNA:	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire

TRO:	Thérapie de Réhydratation Orale
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UVS:	Unité Villageoise de Santé
VAR:	Vaccin Anti Rougeoleux

**ZONE VIVRIERE DU
SUD-BORGOU**



LEGENDE

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- ~~~~~ Limite de Sous-Préfecture
- o Chef-Lieu de Département
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture
-  Zone Indiquée

ECHELLE
0 25 50 Km

INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE VIVRIERE DU SUD-BORGOU**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et non-pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non-pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent soutenir les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.

I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

1.1 Délimitations

La zone 3 est désignée sous le nom de la "**Zone Vivrière du Sud-Borgou**" en raison de la situation géographique de la plupart des sous-préfectures qui la composent et de la prédominance des cultures vivrières.

Elle s'étend sur les territoires des sous-préfectures de N'Dali, Pèrèrè, Nikki, Kalalé, Sinendé, Bembèrèké dans le département du Borgou et Péhunco, Kouandé dans le département de l'Atacora (voir carte de la page suivante). Elle est limitée au nord par les sous-préfectures de Gogounou et de Ségbana, au sud par les sous-préfectures de Djougou, Copargo, Parakou et Tchaourou, à l'est par la République Fédérale du Nigéria et à l'ouest par la sous-préfecture de Toucountouna et la circonscription urbaine de Natitingou. Cette zone couvre une superficie de 27.786 km² (24 % du territoire national) dont 15060 km² de terres cultivables (54 % de la superficie totale de la zone).

1.2. Caractéristiques démographiques

La population de la zone est estimée à 482.805 habitants d'après les résultats du Deuxième Recensement Général de la population et de l'Habitat (RGPH2). La densité est très faible (17 hts/km²) et marquée par de grands écarts. La population agricole est estimée à 460.416 habitants.

On y rencontre plusieurs ethnies dont les principales sont les bariba, les peulhs et les boko. Cette population est de religion animiste ou musulmane.

1.3. Caractéristiques agro-écologiques

Le climat de la zone est de type soudanien avec une seule saison des pluies. La pluviosité annuelle varie entre 900 et 1300 mm par an. La saison des pluies commence en Avril et dure sept (7) mois environ. La température moyenne annuelle s'établit autour de 26°C avec un maximum de 32°C en Mars et redescend aux environs de 23°C en Décembre-Janvier. L'humidité relative varie entre 30 et 70%.

Les principaux types de sols rencontrés dans cette zone sont surtout les sols ferrugineux tropicaux, des sols ferralitiques et les sols sableux argileux ou argilo-sableux et les sols granito-gneissique à caractère très varié selon les séquences topographiques.

- Les sols ferrugineux tropicaux sont dominants dans la sous-préfecture de N'Dali où ils sont profonds non concrétionnés ; et dans la sous-préfecture de Péhunco où ils sont très concrétionnés. Concrétionnés ou non, ces sols sont soumis au lessivage.
- Les sols ferralitiques se rencontrent dans les sous-préfectures de Sinendé, Nikki, Pèrèrè. Les sols sablo-argileux et granito-gneissique de ce même groupe couvrent les sous-préfectures de Bembèrèké, de Kalalé où se rencontrent aussi des sols sableux.
- Les sols hydromorphes se retrouvent dans les vallées le long de l'Okpara et de l'Ouémé dans la sous-préfecture de Tchaourou et dans les bas-fonds de Péhunco. Tous ces sols ont une fertilité moyenne.

La végétation de cette zone est luxuriante. C'est une savane à physionomie diversifiée où la densité des arbres diminue vers le nord. On y distingue quatre (4) types de végétation qui se rencontrent dans toutes les sous-préfectures de la zone.

- La savane herbeuse où les bois se font rares à cause des feux de brousse rencontrés dans les sous-préfectures de Kalalé, de Bembéréké, de Péhunco et de Sinendé et dans les dépressions dominées par les *Hypanhénia*, les *Loudetia*, les *Andropogon*, les *Pennisetum* et de nombreuses *Papilionacées*, *Rubiacees* et *Commelinacées* ;
- La savane arborée et arbustive se rencontre dans les sous-préfectures de Nikki, N'Dali, Pèrèrè et Péhunco où la densité des arbres est plus élevée.
- La savane boisée dominée par des espèces comme *Parkia biglobosa* *B. faréii*, *Isobertlinia eunaceus* et des herbes *Andropogon*, *Hyparrhenia*, *Panicum*, *Schizachyrium*.
- La forêt galerie longe les fleuves et rivières et renferme les espèces comme *Anogeissus leiocarpus*, *Bombax costatum*, *Adansonia digitata* avec des herbes plus ou moins sciaphyles et des *discorea*.

Cette zone comporte la ligne de séparation des deux principaux bassins qui arrosent le Bénin. Le nord de la zone est arrosé par les affluents du Niger (Alibori, Sota), tandis que le sud est arrosé par l'Okpara un affluent de l'Ouémé et le fleuve Ouémé lui-même.

Les céréales dominent le système d'assolement avec une prédominance du maïs sur le sorgho. L'igname arrive en tête de rotation, le coton occupe une place de choix dans le système d'assolement de la zone. La période d'utilisation des terres varie de 1 à 5 ans avec une jachère allant de 4 à 10 ans. C'est une zone où la culture attelée est de plus en plus pratiquée et où la motorisation connaît un essor. L'élevage est du type traditionnel extensif, caractérisé par la transhumance en saison sèche.

1.4 Infrastructures socio-économiques des villages

Par rapport à l'échantillon, on dénombre en moyenne une (1) école par village ce qui correspond à une école pour une population de 1510 habitants.

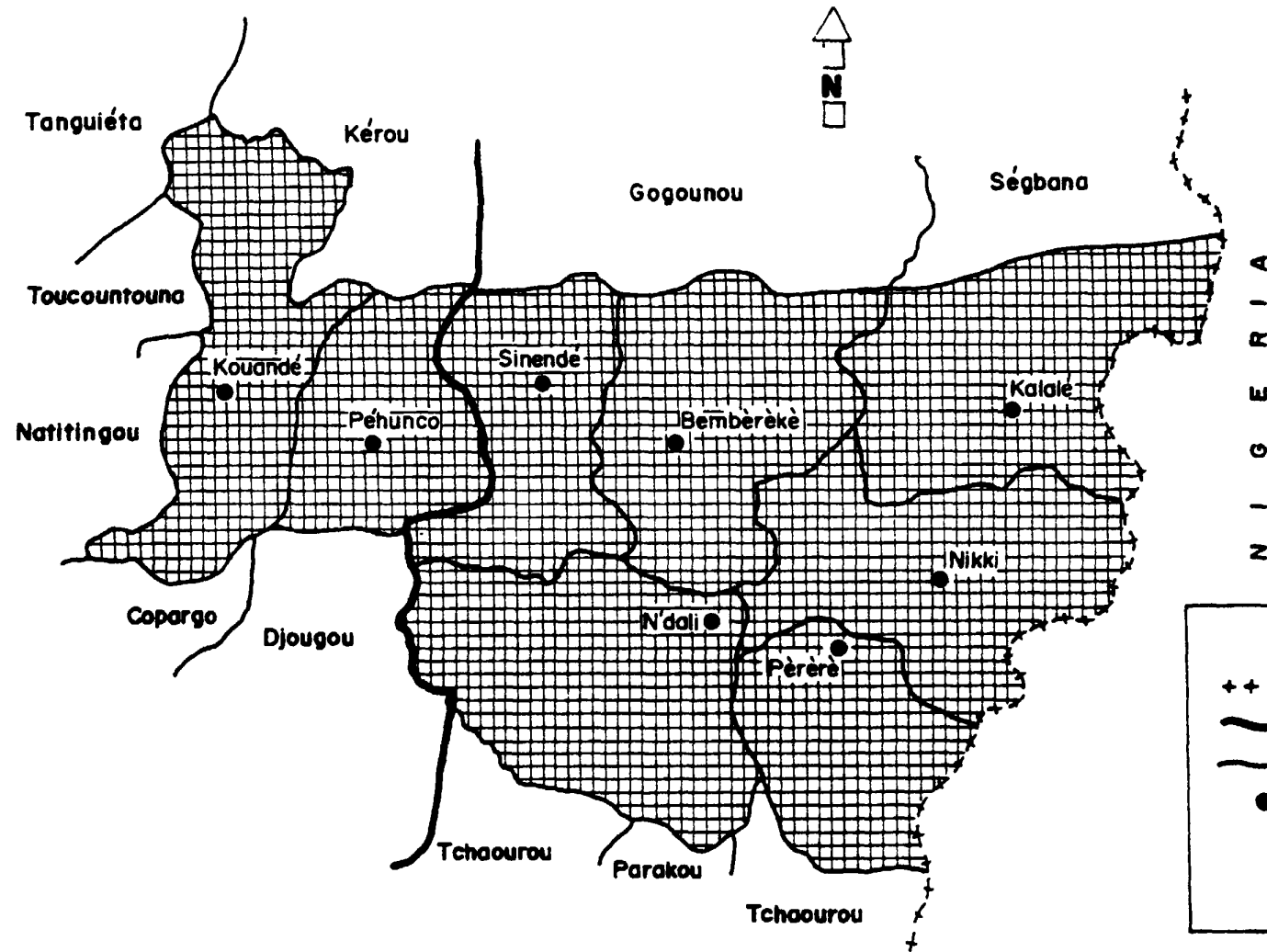
On dénombre un dispensaire pour deux villages, soit un infirmier pour 2718 habitants. Environ 29 % des villages ont une maternité dans un rayon de 5 km. Les cabinets médicaux sont quasi inexistantes (1 pour 10 villages). Cependant, les réalités physiques, économiques et culturelles limitent l'accès à ces centres.

Les dépôts pharmaceutiques, assez nombreux dans les années 80, sont actuellement rares (1 pour 15 villages) en raison des problèmes de gestion qu'ont connu les organisations paysannes qui les ont gérés.

Les facilités d'alimentation en eau potable sont modestes. On dénombre une fontaine ou un forage public fonctionnel pour 1358 personnes.

Grâce à la politique de transfert des activités de commercialisation et de gestion des intrants aux organisations paysannes, on rencontre en moyenne 1,1 magasin de stockage d'intrants par village.

ZONE VIVRIERE DU SUD-BORGOU



LEGENDE

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- ~~~~~ Limite de Sous-Préfecture
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture

ECHELLE

0 25 50Km

Le stockage des céréales se fait surtout dans les greniers traditionnels ou dans des magasins de fortune. Les banques de céréales sont en très faible nombre (1 pour 10 villages). Ce faible taux peut trouver son explication dans le faible niveau d'organisation des filières céréalières en dépit de la forte production vivrière.

Malgré la quantité appréciable de coton produit dans la zone, l'accès aux villages est très précaire. Les « opérations routes et ponts » organisées chaque année juste avant la campagne de commercialisation du coton n'ont pas réglé le problème de désenclavement de la zone. En effet, 47 % des villages seulement sont accessibles par camion en toute saison.

Le commerce des céréales est très important dans la zone notamment à Nikki, Kalalé, N'Dali et Péhunco. Le nombre de marchés est acceptable (1 marché pour 2 villages). Ce sont en général des marchés primaires.

Tableau 1.1a: Infrastructures socio-économiques des villages de la zone vivrière du sud-Borgou

Infrastructures socio-économiques	Nombre recensé	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	16	0,9
Dispensaires	8	0,5
Maternités	4	0,2
Unités villageoises de santé fonctionnelles	-	-
Cabinets médicaux	1	0,1
Dépôts pharmaceutiques	3	0,2
Fontaines et forages publics fonctionnels	17	1,0
Boutiques	26	1,5
Banques de céréales	1	0,1
Magasins de stockage d'intrants	18	1,1
Marché	10	0,6

Source : PNUD/MDR, ECVR 1994-1995

Nombre de villages = 17

Tableau 1.1b: Infrastructures socio-économiques des villages de la zone vivrière du sud-Borgou

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km du village	5	29,4
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 km du village	5	29,4
Villages accessibles par camion en permanence	8	47,1
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	9	52,9
Villages accessibles par vélo en permanence	15	88,2
Villages accessibles par vélo de manière saisonnière	1	5,9
Villages non accessibles en vélo	1	5,9
Villages accessibles par barque en permanence	1	5,9

Source : PNUD/MDR, ECVR 1994-1995

Nombre de villages = 17

1.5. Organisations paysannes

La bonne cohésion sociale couplée à l'essor appréciable que connaît la culture du coton dans la zone, ont favorisé l'organisation des producteurs. On distingue trois (3) modes d'organisation essentiellement dans la zone :

- les structures de services (groupements villageois)
- les structures de production (groupements à vocation coopérative, groupements de jeunes, groupements de femmes)
- les associations rotatives d'épargne et de crédit (tontine) et d'entraide mutuelle.

Tableau 1.2: Organisations paysannes de la zone vivrière du sud-Borgou

Type de groupement	Nombre	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	15	0,9
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	6	0,4
Groupements de jeunes fonctionnels	36	2,1
Groupements de femmes fonctionnels	20	1,2
Groupes de tontines fonctionnels	18	1,1
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	15	0,9

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les groupements villageois (GV) sont les structures qui s'occupent de la gestion des intrants et de la commercialisation des produits agricoles notamment le coton. Ces activités de gestion génèrent des revenus (frais de commercialisation, ristournes, plus-value....) qui sont utilisés pour des réalisations socio-communautaires (construction d'écoles, de maternités, de magasins, forage de puits). Ces structures sont donc appréciées par les producteurs; ce qui fait que tous les GV sont fonctionnels (on recense en moyenne un (1) GV par village).

Contrairement aux structures de services, on note un désintéressement des populations vis-à-vis des structures de production. Créées pendant la période révolutionnaire, le nombre de structures de production ne cesse de baisser. On a actuellement un (1) GVC fonctionnel pour trois (3) villages et deux (2) groupements de jeunes fonctionnels par village. Certaines structures ont totalement disparu (Coopératives expérimentales de type socialiste).

Les groupements de femmes grâce aux actions développées en leur faveur à travers le Fonds de Développement Villageois des Femmes du Borgou sur Financement FIDA, ont amélioré leur performance (1,1 groupement de femmes fonctionnel par village). Ces actions ont bénéficié de la mise en place de crédit pour la transformation de la production végétale et animale, l'alphabétisation, etc...

Le nombre de tontine et de structure d'entraide mutuelle est faible (0,9 groupe d'entraide mutuelle par village). Ce faible score pourrait s'expliquer par :

- la fugacité des revenus au niveau des hommes,
- la possibilité pour les producteurs de bénéficier de certaines prestations de services même à crédit (labour, sarclo-buttage), l'accès au crédit de la CLCAM, la monétarisation de la société.

II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

2.1. Evolution des seuils de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- * **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- * **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- * **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 30.800 F.CFA et 13.900 F.CFA par équivalent adulte pour donner un seuil de pauvreté global (SPG) de 44.700 F.CFA par équivalent adulte dans la zone vivrière du sud-Borgou.

Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté en milieu rural de la zone vivrière du sud-Borgou

Seuils de pauvreté	Mars - Mai 1994	Juin - Août 1994	Sept - Nov 1994	Déc. 94 - Fév.95	Mars 94- Fév 95
Seuil de pauvreté alimentaire	30 610	32 546	26 897	33 099	30 788
Seuil de pauvreté non alimentaire	16 482	7 634	9 450	22 066	13 883
Seuil de pauvreté globale	47 092	40 180	36 347	55 164	44 671

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

On observe une différence significative concernant les valeurs du seuil de pauvreté alimentaire (SPA) selon les périodes de l'année.

Ainsi, entre le premier et le deuxième passages, le SPA a enregistré un accroissement de 6 %. Cet accroissement se justifie par le fait que le deuxième passage correspond à la période de soudure qui se caractérise par une augmentation du prix des produits vivriers.

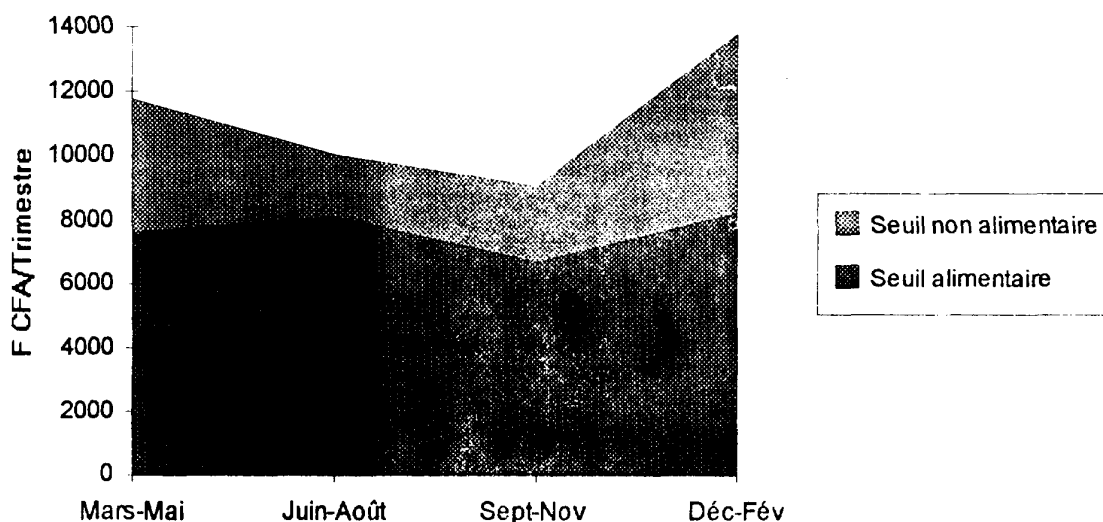
L'apparition de l'igname vers la fin du deuxième passage et la récolte de toutes les spéculations durant la période allant de Septembre à Novembre ont eu pour effet d'abaisser les prix des vivriers qui s'est traduit par une diminution du SPA par rapport à sa valeur au deuxième passage.

Il a été noté au quatrième passage, une augmentation de 23 % du SPA (33.099 contre 26.897 FCFA) par rapport au passage précédent (voir graphique 2.1). Généralement, les prix des produits connaissent de légères hausses à partir du mois de Décembre. La perturbation de l'animation des marchés au cours de cette période en raison des nombreuses cérémonies qui la caractérisent, en est la cause. A cette cause structurelle on peut ajouter le paiement au producteur pendant cette période du surprix sur le coton (10 F/kg commercialisé). Ce gain exceptionnel inattendu a retardé la mise en marché des produits vivriers par les producteurs qui disposaient de revenus plus importants que prévu. La consommation s'est également accrue du fait de cette hausse des revenus créant une pression à la hausse encore plus forte sur les prix.

Le seuil de pauvreté non alimentaire (SPNA) quant à lui a suivi une évolution différente. Il a été enregistré au deuxième passage une baisse de plus de 50 % du seuil de pauvreté non alimentaire. La faiblesse des revenus disponibles pendant la période de soudure a amené les paysans à orienter prioritairement leurs fonds vers les dépenses alimentaires. Ainsi, le ratio SPNA/SPA a varié de 0,53 au premier passage à 0,23 au deuxième passage.

Avec les récoltes qui ont eu lieu au troisième passage, le niveau du SPNA a augmenté à nouveau. Il est passé à 9450 FCFA, soit une augmentation de 23 % par rapport au deuxième passage. Cette tendance à la hausse s'est maintenue jusqu'au quatrième passage avec le flux d'argent qu'a connu la zone en raison du surprix sur le coton. Le SPNA est alors passée à 22.066 F CFA ce qui représente un accroissement de plus de 130 % par rapport au passage précédent (voir graphique 2.1). C'est le passage où le ratio SPNA/SPA est le plus élevé (0,66) car il correspond à la période des investissements (construction, achat de moto, etc...) et des cérémonies.

Graphique 2.1 :
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire
au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou



Le seuil de pauvreté global (SPG) a enregistré au deuxième et au troisième passages respectivement une baisse de 14 % et de 9 %. La première est liée à la forte réduction du SPNA et la deuxième à la chute des prix des produits vivriers ayant entraîné la chute du SPA. L'augmentation

constatée au quatrième passage tient surtout à la forte augmentation du SPNA, augmentation dont les raisons ont été énumérées ci-dessus.

2.2 Indicateurs de la pauvreté rurale

2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté¹

¹ / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté P_α se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \quad \alpha > 0$$

où z : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)

y_i : dépense réelle moyenne du membre du ménage i

α : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté

n : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adulte)

q : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adulte en dessous du seuil de pauvreté).

Si $\alpha = 0$, on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice P_0 est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes j , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient C_j

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha j}}{P_\alpha}$$

où x_j : proportion du sous-groupe j dans la population totale

$P_{\alpha j}$: indice de pauvreté du sous-groupe j

P_α : indice national de pauvreté

- **L'incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire, est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- **L'incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires;
- **Le ratio du déficit de dépenses**, est le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté;
- **Le coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale**. Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté;
- **Le montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale** si le ciblage sur les pauvres était parfait. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone vivrière du sud-Borgou 10 % des ménages se trouvent en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'ont pas satisfait leurs besoins alimentaires, contre environ un ménage sur six sur le plan national (16,3 %).

En considérant le SPA, le tableau 2.2 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Juin-Août (17 %). Cette période correspond, non seulement à la période de soudure de l'année avec l'un des SPA les plus élevés de l'année, mais aussi à un moment où les revenus des ménages sont les plus bas. A partir de cette période l'incidence de la pauvreté alimentaire baisse d'un trimestre à l'autre pour finalement atteindre son plus bas niveau de 3,3% en Mars-Mai. Cette faible incidence de la pauvreté alimentaire s'expliquerait essentiellement par le niveau généralement élevé de revenu des ménages (recettes de la vente du coton et autres produits agricoles) et de la forte disponibilité des produits vivriers sur les marchés en cette période.

Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	79.8	65.6	75.0	76.0	74.1
Vulnérables	16.9	17.8	13.1	15.6	15.9
Pauvres	3.3	16.7	11.9	8.4	10.0
Pays	10.5	18.1	22.9	13.6	16.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

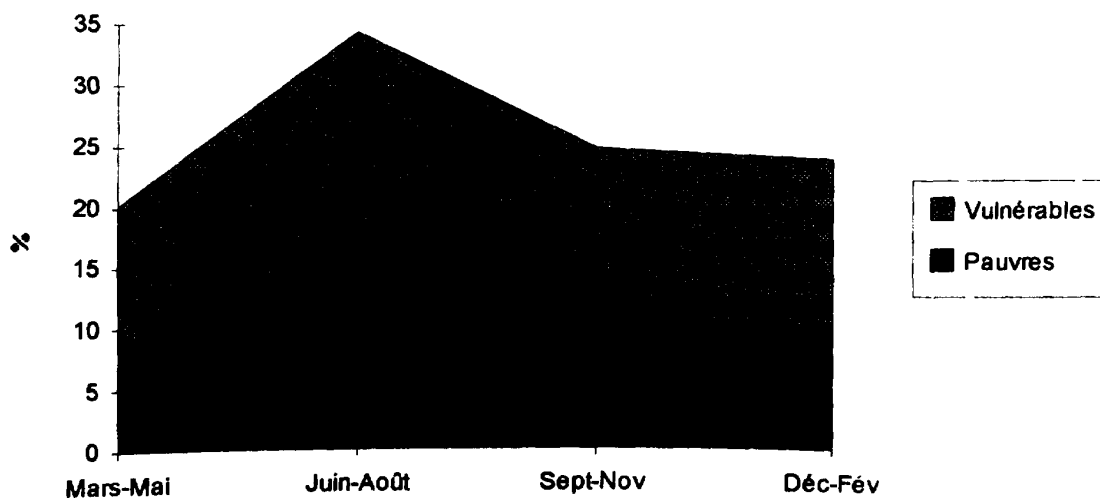
2.2.3 Incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.3 mettent en évidence les faits saillants suivants :

- Près d'un ménage sur quatre, selon les données annuelles, n'a pas satisfait ses besoins tant alimentaires que non alimentaires minima, contre environ un ménage sur trois sur le plan national. De ce fait, la zone 3 est l'une des zones les moins touchées par la pauvreté globale.
- La plus forte incidence de la pauvreté est observée en Décembre-Février (27%).
- Les ménages sont relativement moins pauvres entre Mars-Mai, où les recettes cotonnières sont déjà disponibles. En ce moment, l'incidence est de 20%.

Graphique 2.2:

Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone vivrière du sud-Borgou



Graphique 2.3:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales
par trimestre dans la zone vivrière du sud-Borgou

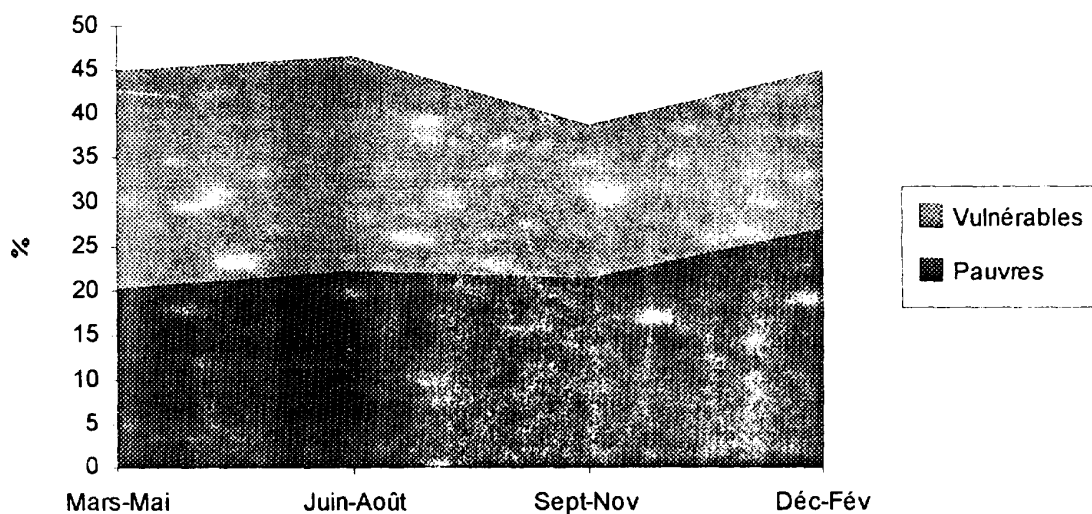


Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale

Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	55.1	53.3	61.3	55.1	56.2
Vulnérables	24.7	24.4	17.3	18.0	21.1
Pauvres	20.2	22.2	21.4	27.0	22.8
Pays	25.8	33.6	40.5	31.0	33.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.4 Ratio du déficit des dépenses

On sait déjà qu'un peu moins de 23 % des ménages ruraux de la zone se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.4 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. En effet, l'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 30 % du seuil de pauvreté global.

Cet écart moyen est le plus élevé (34 %) de l'année durant le trimestre Juin-Août, période la plus dure pour les ménages ruraux de la zone. Remarquons que cette période enregistre une incidence de pauvreté globale élevée. Il s'agit donc d'une période au cours de laquelle les pauvres sont non seulement nombreux mais aussi accusent un déficit plus important par rapport au seuil.

Tableau 2.4: Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994- Fév. 1995	Moyenne
Zone	20,0	34,0	32,0	32,0	30,0
Pays	25,0	34,0	34,0	33,0	31,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.5 Coefficient de contribution

- Pour un poids démographique de 9% de la population totale, la zone contribue à 6 % seulement à la pauvreté rurale nationale c'est-à-dire que moins d'un ménage sur dix au Bénin se trouve dans cette zone qui est de ce fait l'une des moins pauvres du pays.

Tableau 2.5 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale (%)

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	23,0	9,0	6,0
Pays	33,0	100,0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Par rapport au seuil et à l'importance de la pauvreté dans la zone, il faut environ 863 millions de F.CFA par an pour amener les dépenses des ménages pauvres au niveau du seuil de pauvreté global en considérant le coût de vie de la période d'étude.

Tableau 2.6 : Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone vivrière du sud-Borgou par passage (millions de F.CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	158	207	173	326	863
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

Environ 38 % des ménages de la zone 3 sont pauvres à un ou deux passages tandis que 6 % sont pauvres à trois ou quatre passages. Seuls 2 % des ménages sont pauvres durant toute l'année. Dans la zone vivrière du sud-Borgou, 56% des ménages sont restés à l'abri de la pauvreté durant toute l'année. Ces résultats reflètent **une vulnérabilité à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle relativement faible.**

Tableau 2.7 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone vivrière du sud-Borgou

	% de ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	55,9	27,6	10,6	4,1	1,8
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres et non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Les ménages sont en forte majorité agricoles (94%) et ont une taille moyenne de 9 personnes, ce qui est la plus élevée du pays. Les ménages pauvres ont une taille légèrement plus élevée (10 personnes) que chez les ménages non pauvres (9 personnes).

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 91% des cas. Ce pourcentage est légèrement plus élevé lorsqu'on considère seulement les ménages agricoles (93%).

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 40 % dans la zone 3. Les ménages pauvres ont un taux de dépendance inférieur à celui des non pauvres (37% chez les pauvres contre 42% chez les non pauvres). La zone 3 est la zone qui a la taille de ménage et le taux de dépendance les plus élevés. Le fait que les ménages de la zone aient beaucoup de membres pourrait s'expliquer de plusieurs manières. Les ménages pourraient avoir plus besoin de main d'oeuvre agricole familiale, ne pouvant se payer de la main d'oeuvre salariée; les ménages ayant un taux de mortalité infantile relativement plus élevé auraient plus d'enfants pour s'assurer d'en voir suffisamment atteindre l'âge adulte et prendre soin d'eux lorsqu'ils seront vieux; les ménages étant moins éduqués seraient moins au courant des techniques de planification des naissances.

Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	91,28
Chef de ménage féminin	8,72
Exploitations agricoles dans les ménages	94,47
Chef d'exploitation masculin	93,01
Chef d'exploitation féminin	6,99
Hommes (10 ans et plus) dans le ménage	29,96
Femmes (10 ans et plus) dans le ménage	29,79
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	23,44
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	11,95

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou par catégorie socio-économique

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	9	10	9
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	29,11	33,61	29,96
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	28,97	29,73	29,79
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	41,92	36,66	40,25

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.2 Emplois des ménages ruraux

La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, le service, la transformation agro-alimentaire, le commerce et autres activités. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes.

Le nombre d'heures de travail est de 27 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenées sur une base journalière en faisant l'hypothèse de 6 jours de travail par semaine, cette moyenne équivaut à 4,5 heures de travail par jour. Ce temps de travail en milieu rural de la zone vivrière du sud-Borgou est presque similaire à la moyenne nationale qui est de 4,4 heures par jour.

Le nombre d'heures de travail dans la zone varie très peu d'une période à une autre. Ainsi, au cours de la période allant de mars à mai, le temps de travail est évalué à 27 heures par semaine et reste quasiment le même au trimestre suivant. Au cours de la période des récoltes, le temps de travail n'augmente que de 2 heures par semaine, soit moins d'une demi-heure par jour. Au trimestre suivant, il baisse d'une heure. Au total, le temps de travail est quasiment le même au cours de l'année (voir tableau 3.2). Il convient de remarquer cependant que le temps consacré aux activités agricoles représente une part importante du temps de travail des ménages ruraux de la zone. Ce temps augmente très sensiblement au cours de la période des récoltes où il passe de 13 heures au deuxième passage à 21 heures. L'intensité des travaux de récolte explique en grande partie cette hausse qui s'opère au détriment des autres activités.

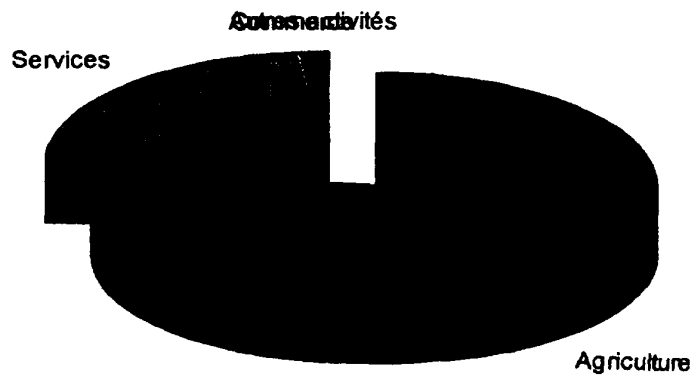
Tableau 3.2
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%
Agriculture	12.52	45.56	13.07	49.00	21.33	73.33	10.94	42.42	20.96	76.81
Services	4.42	16.10	3.70	13.88	4.98	17.13	10.31	39.95	5.85	21.45
Transformation agro-alimentaire			.02	0.07			.10	.39		
Commerce	.61	2.23	.24	.91	.07	.026	.73	2.83	.06	.22
Autres activités	9.92	36.11	9.64	36.14	2.70	9.28	3.72	14.42	.41	1.52
Total	27.47	100.0	26.67	100.0	29.09	100.0	25.80	100.0	27.29	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les principales activités des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou sont l'agriculture (77 % du temps de travail) et la fourniture de services (21 % du temps de travail) (voir graphique 3.1). La transformation agro-alimentaire est une activité marginale en terme d'emploi. L'importance du temps passé dans l'agriculture s'entend eu égard au pourcentage de ménages agricoles de la zone et du fait que les travaux agricoles, notamment les récoltes, absorbent beaucoup de temps. Pour ce qui est de la prestation de services, son importance peut être liée à la pratique des petits métiers (forge, coordonnerie, poterie et tissage etc) dans la zone.

Graphique 3.1:
Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone vivrière
du sud-Borgou selon les différentes activités



Les ménages non pauvres sont moins occupés entre décembre et février. Après cette période, leur temps de travail augmente régulièrement d'un passage à un autre jusqu'en septembre-novembre où il atteint son pic. Par contre, au niveau des ménages pauvres, la période creuse en terme d'emploi est la période de soudure (juin-août). Au cours de cette période, alors que les ménages non pauvres travaillent pendant 31 heures par semaine, les ménages pauvres ne sont occupés que pendant 5 heures. Cette différence importante pourrait s'expliquer par le fait que les ménages pauvres n'ayant pas beaucoup de ressources au cours de cette période vivent quasiment au repos alors que ceux qui ont encore de moyens ont aussi de la force pour mener des activités. C'est surtout les activités agricoles que les ménages non pauvres mènent plus en ce moment. Probablement, ils ont de grands domaines à mettre en valeur et ils étalent les travaux sur une longue période (voir tableaux 3.3 et 3.4 et graphique 3.2). Les ménages pauvres n'ayant pas les équipements nécessaires (attelage complet) attendent que les non pauvres finissent pour les leur louer. L'autre différence entre les ménages pauvres et non pauvres en terme d'emploi concerne le nombre d'heures de travail qui est plus élevé chez les non pauvres (29 heures de travail par semaine) que chez les pauvres (22 heures de travail par semaine). En raison de l'accès facile à la terre dans la zone, seul le manque des autres facteurs de production (capital notamment) pourrait justifier le sous-emploi des ménages pauvres. Par ailleurs, pour des raisons de susceptibilités, les pauvres ne vendent même pas la force de travail aux non pauvres.

Graphique 3.2 :
Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone
vivrière du sud-Borgou selon les catégories socio-économiques

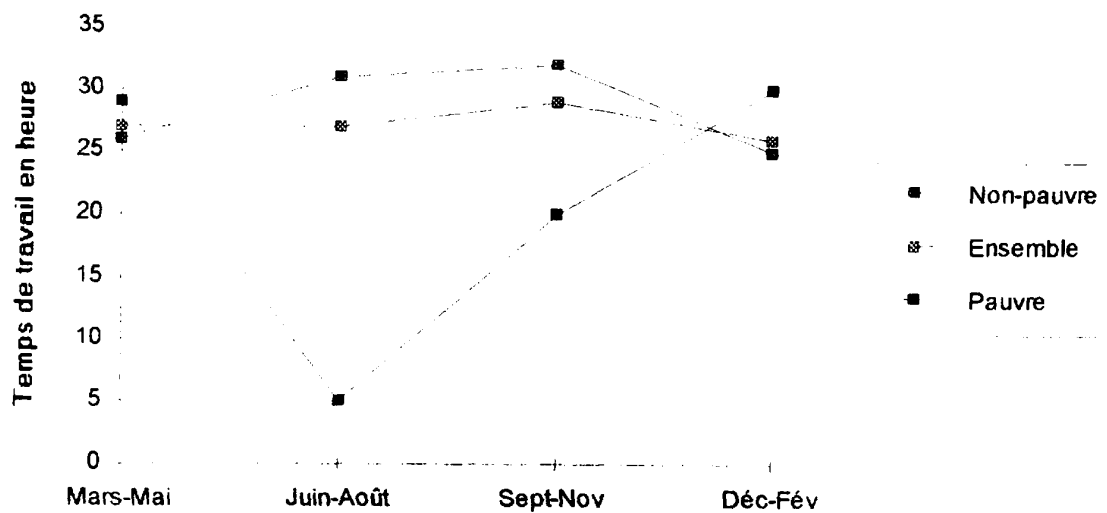


Tableau 3.3
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%
Agriculture	11.51	43.75	15.29	48.64	23.86	73.58	8.82	35.21	22.13	76.82
Services	4.88	18.55	4.16	13.23	5.20	16.05	10.24	40.90	6.12	21.25
Transformation agro-alimentaire							.01	.05		
Commerce	.70	2.67	.34	1.08	.11	.33	1.03	4.11	.01	.04
Autres activités	9.21	35.03	11.64	37.04	3.25	10.03	4.94	19.73	.54	1.89
Total	26.30	100.0	31.42	100.0	32.42	100.0	25.04	100.0	28.81	100

Source: PNUI-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.4
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural pauvre de la zone vivrière du sud-Borgou

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%	Heure	%
Agriculture	13.77	46.81	1.50	27.30	14.49	71.67	16.29	54.44	15.66	72.85
Services	4.06	13.80	1.15	20.88	4.73	23.37	10.54	35.23	5.12	23.81
Transformation agro-alimentaire			.10	1.86			.34	1.12		
Commerce	.89	3.02			.01	.04	.61	2.02	.22	1.02
Autres activités	10.70	36.37	2.74	49.96	1.00	4.93	2.15	7.19	.50	2.33
Total	29.41	100.0	5.49	100.0	20.22	100.0	29.92	100.0	21.50	100

Source: PNUI-MDR, ECVR 1994-1995

3.3 Revenus des ménages ruraux par source

Les données sur les revenus sont toujours des données difficiles à obtenir et de fiabilité relative. La tendance habituellement observée dans la zone (milieu bariba) est une sous-déclaration des revenus. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse n'a porté que sur les recettes ou revenus bruts c'est à dire rentrées d'argent ou chiffres d'affaires au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

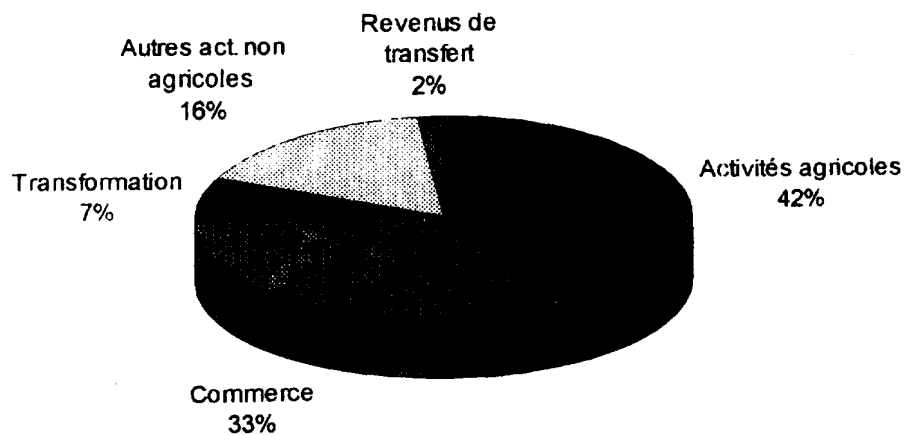
Le ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou a un revenu brut annuel d'environ 123.500 F CFA. La source principale est les activités non-agricoles qui procurent environ 54 % des revenus contre 44 % pour les activités agricoles et 2 % pour les revenus de transfert (voir tableau 3.5). Dans la zone, les activités agricoles procurent une part relativement importante des revenus. Cette importance des revenus agricoles dans la zone procède du fait que d'une part les ménages agricoles font du coton qui leur permet de disposer de revenu substantiel à sa vente. D'autre part, le maïs qui y est beaucoup produit n'est pas autant consommé et par conséquent constitue une culture de rente. L'importance des activités agricoles dans les revenus ruraux de la zone est plus prononcée chez les pauvres; 57 % de leur revenu proviennent des activités agricoles contre 42 % pour les non pauvres (voir tableaux 3.6 et 3.7 et graphiques 3.3 et 3.4).

Tableau 3.5
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage rural
de la zone vivrière du Sud-Borgou

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	2 936	10,24	3 567	24,48	5 892	30,20	42 084	69,01	54 419	44,07
Activités non agricoles	24 630	85,90	10 322	72,06	13 388	68,63	18 136	29,74	66 476	53,83
dont										
Commerce	18 434	64,29	5 244	36,61	7 370	37,78	6 988	11,46	38 036	30,80
Transformation agro-alimentaire	906	3,16	1 525	10,65	2 736	14,03	4 318	7,08	9 484	7,68
Revenus de transfert	1 107	3,86	496	3,46	229	1,17	761	1,25	2 592	2,10
Revenu total	28 673	100	14 325	100	19 509	100	60 982	100	123 488	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.3:
Source des revenus des ménages ruraux non pauvres
de la zone vivrière du sud-Borgou



Graphique 3.4:
Source des revenus des ménages ruraux pauvres
de la zone vivrière du sud-Borgou

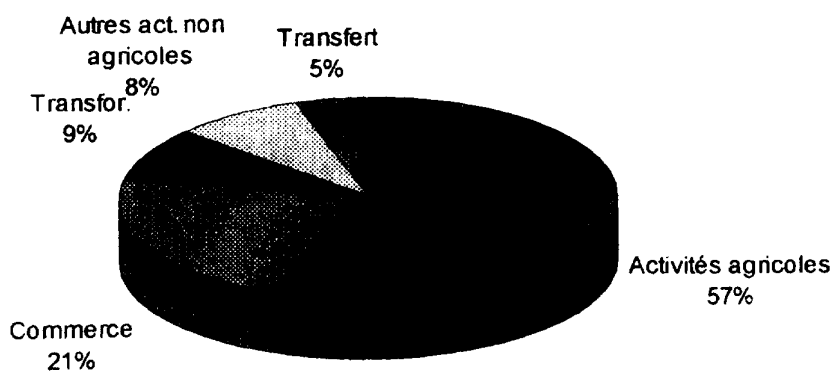


Tableau 3.6
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage non pauvre
de la zone vivrière du Sud-Borgou

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	3 877	9,31	4 580	25,11	7 008	26,44	57 151	66,01	72 616	41,99
Activités non agricoles	37 124	89,18	13 066	71,63	19 222	72,53	28 048	32,40	97 461	56,35
dont										
Commerce	27 363	65,73	6 820	37,39	10 708	40,40	11 458	13,23	56 349	32,58
Transformation agro-alimentaire	1 470	3,53	1 552	8,51	3 798	14,33	5 998	6,93	12 818	7,41
Revenus de transfert	628	1,51	595	3,26	272	1,03	1 381	1,60	2 876	1,66
Revenu total	41 629	100	18 241	100	26 230	98,97	86 580	100	172 952	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

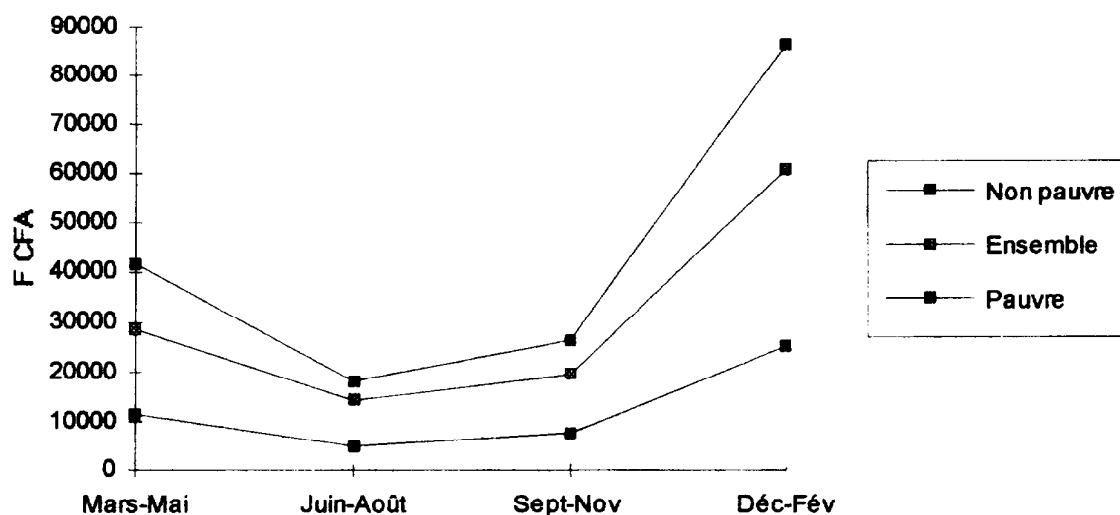
Tableau 3.7
Niveau et sources des revenus trimestriels (en FCFA) par membre du ménage pauvre
de la zone vivrière du Sud-Borgou

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	998	8,63	1 242	25,13	4 974	65,47	20 887	82,71	28 100	56,94
Activités non agricoles	8 478	73,32	3 631	73,48	2 512	33,06	4 365	17,29	18 985	38,47
dont										
Commerce	7 212	62,37	1 119	22,64	1 093	14,38	1 108	4,39	10 531	21,34
Transformation agro-alimentaire	107	0,93	2 097	42,43	543	7,15	1 608	6,37	4 355	8,82
Revenus de transfert	2 086	18,05	69	1,39	112	1,47	-	-	2 267	4,59
Revenu total	11 563	100	4 941	100	7 598	100	25 252	100	49 353	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Le niveau des revenus bruts varie d'une période à une autre. Estimé à 28.700 F CFA sur la période de mars à mai, le revenu des ménages ruraux de la zone n'est que de 14.300 F CFA entre juin et août, soit 50 % de baisse. Au trimestre suivant, le revenu augmente légèrement passant à 19.500 F CFA. La plus grande augmentation survient entre décembre et février où le revenu est de 61.000 F CFA, soit près de la moitié du revenu annuel (voir graphique 3.5). Le revenu rural de la zone étant en grande partie agricole, ces résultats sont cohérents avec la réalité. En effet, la période de juin à août étant la période de soudure dans le nord du pays, la baisse de 50 % observée en ce moment se comprend. A partir de septembre, les récoltes commencent déjà dans la zone pour atteindre son point culminant en novembre-décembre. Ceci justifie l'importance des revenus entre décembre et février où d'ailleurs la grande partie des producteurs perçoit leur revenu de la vente du coton. Par contre, la grande part des revenus de la période allant de mars à mai provient des activités non agricoles (86 %).

Graphique 3.5:
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux
de la zone vivrière du sud-Borgou



3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

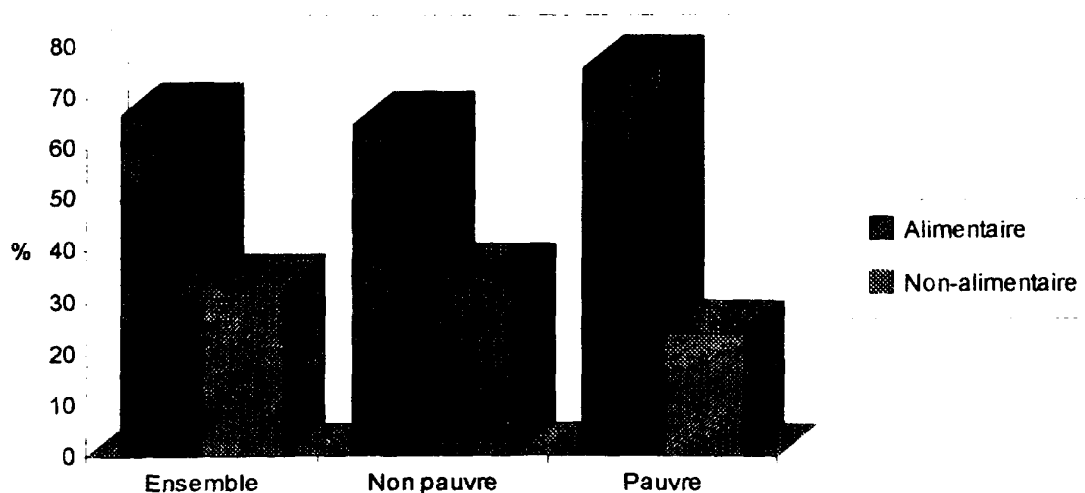
Le ménage rural de la zone vivrière du sud-Borgou effectue en moyenne au cours d'une année une dépense globale de 93.700 F CFA par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (67 %) (voir tableau 3.8). Cette importance du poste des dépenses alimentaires baisse avec le niveau de richesse des ménages: les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux produits alimentaires (76 % pour les ménages pauvres contre 65 % pour les non pauvres) (voir graphique 3.6). Ceci confirme l'assertion selon laquelle " plus le revenu augmente, plus on satisfait d'autres besoins que ceux alimentaires". Le niveau des dépenses globales varie aussi selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non pauvres dépensent 4,4 fois plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10).

Tableau 3.8
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
de la zone vivrière du Sud-Borgou

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	14 506	59,75	15 895	81,08	14 790	74,49	17 956	59,97	63 147	67,41
Dépenses non alimentaires	9 773	40,25	3 710	18,92	5 066	25,51	11 983	40,03	30 532	32,59
Dépenses globales	24 279	100	19 605	100	19 856	100	29 939	100	93 677	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.6:
Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages
ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou



A l'instar de l'évolution des revenus, les dépenses globales de consommation enregistrent leur niveau le plus faible de l'année au cours de la période de soudure, c'est-à-dire entre juin et août (19.600 F CFA). Ce niveau de dépenses globales est presque le même au troisième passage. Entre décembre et février, les dépenses augmentent de façon très sensible passant de 19.900 F CFA au troisième passage à 29.900 F CFA, soit une hausse de 51 % (voir graphique 3.7). Cette hausse provient essentiellement de celle des dépenses de consommation non alimentaire qui ont doublé au cours de la période et accessoirement les nombreuses cérémonies qui sont organisées au cours de la période de décembre à février, aussi les fêtes de fin d'année justifient cette augmentation des dépenses de consommation non-alimentaire et partant des dépenses globales

Graphique 3.7:
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire
des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou

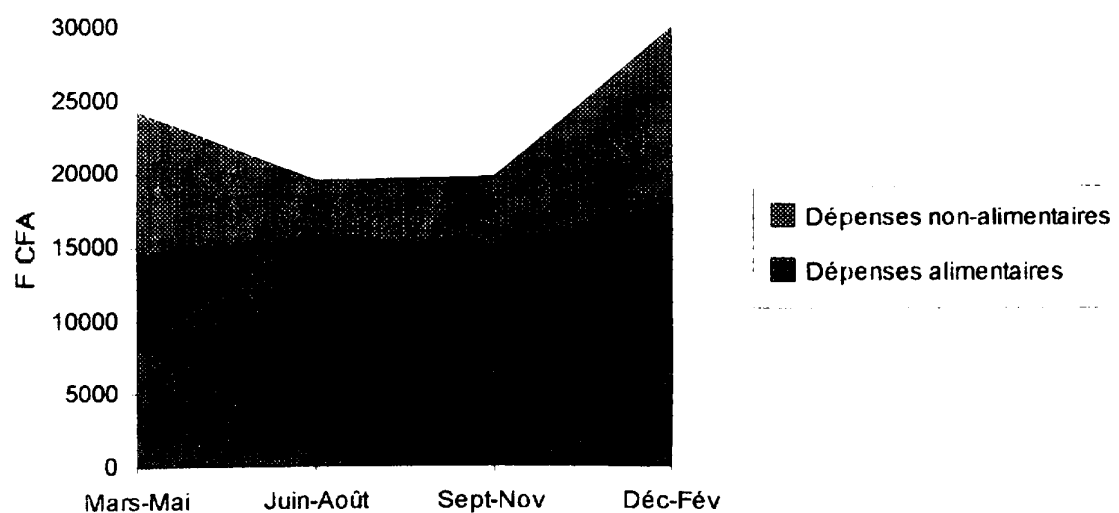


Tableau 3.9
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
non pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	9 578	56,74	20 746	81,06	19 942	73,53	25 188	57,04	85 454	65,04
Dépenses non alimentaires	4 929	43,26	4 847	18,94	7 180	26,47	18 975	42,96	45 930	34,96
Dépenses globales	14 507	100	25 594	100	27 122	100	44 163	100	131 384	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.10
Niveau et composition des dépenses globales (en FCFA) par membre du ménage rural
pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	5 968	69,36	5 037	81,58	4 715	78,55	7 192	76,49	22 911	75,91
Dépenses non alimentaires	2 636	30,64	1 137	18,42	1 288	21,45	2 210	23,51	7 271	24,09
Dépenses globales	8 604	100	6 174	100	6 003	100	9 403	100	30 182	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes de produits alimentaires les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont dans l'ordre décroissant les racines et tubercules (30 % des dépenses alimentaires), les céréales (29 %), les viandes (12 %) et les produits laitiers/œufs (8 %) (voir tableau 3.11). Les céréales et les tubercules se substituent les uns aux autres au cours de l'année. C'est ainsi qu'entre mars et août, les dépenses faites sur le maïs sont les plus importantes des dépenses alimentaires. Cette prédominance cède place à celle des tubercules le reste de l'année. Le maïs, céréale qui est introduite dans les habitudes alimentaires de la zone au cours de la décennie précédente, vient remplacer l'igname, au moment où les disponibilités de ce dernier sont réduites.

Les parts budgétaires de certains groupes de produits varient selon la catégorie socio-économique des ménages. Les parts des racines et tubercules et des viandes augmentent avec le niveau de richesse alors que celle des céréales baisse (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8).

Graphique 3.8:

Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou

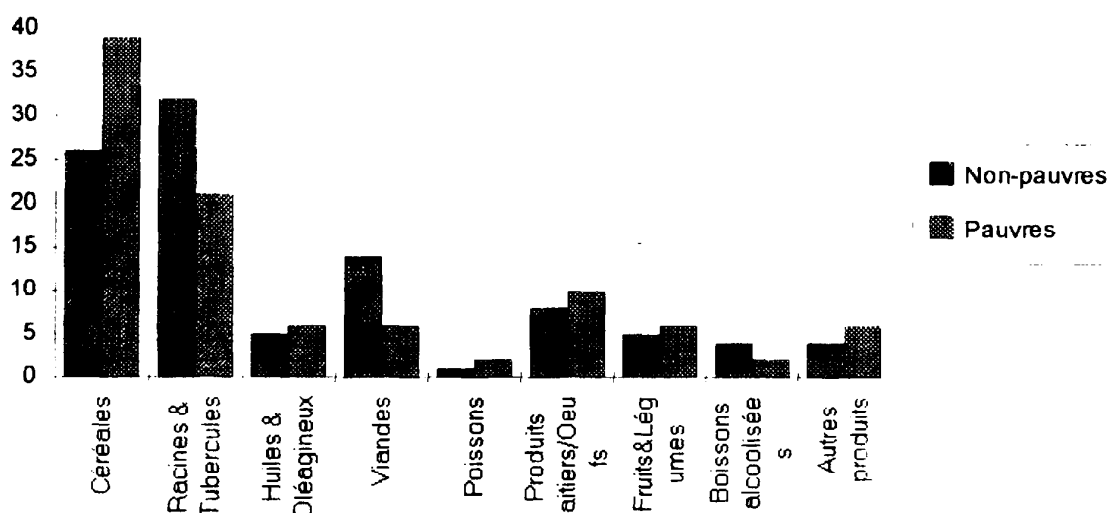


Tableau 3.11

Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone vivrière du Sud-Borgou

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Moyenne	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	5207,93	35,90	5187,62	32,64	3046,35	20,60	4898,68	27,28	18340,58	29,04
Racines et tubercules	2879,41	19,85	4217,77	26,54	6068,03	41,03	6002,75	33,43	19167,96	30,35
Huiles et oléagineux	697,52	4,81	522,04	3,28	703,08	4,75	1057,49	5,89	2980,13	4,72
Viandes	1866,86	12,87	2222,29	13,98	1188,22	8,03	2413,85	13,44	7691,22	12,18
Poissons/fruits de mer	64,68	0,45	39,42	0,25	389,51	2,63	472,51	2,63	966,12	1,53
Produits laitiers/œufs	1617,87	11,15	1737,44	10,93	831,61	5,62	957,83	5,22	5124,75	8,12
Fruits et légumes	741,52	5,11	955,96	6,01	935,13	6,32	752,29	4,19	3384,90	5,36
Boissons non alcoolisées	6,62	0,05	-	-	513,45	3,47	25,29	0,14	545,36	0,86
Boissons alcoolisées	595,29	4,10	504,45	3,17	512,42	3,46	570,77	3,18	2182,93	3,46
Autres produits	827,88	5,71	507,93	3,20	602,39	4,07	824,62	4,59	2762,82	4,38
Dépenses alimentaires	14505,59	100	15894,93	100	14790,20	100	17956,10	100	63146,82	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.12
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
non pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Dec 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	6438,51	32,89	6184,84	29,81	3618,66	18,15	6337,98	25,16	22579,99	26,42
Racines et tubercules	4154,93	21,22	5979,29	28,82	8618,92	43,22	8758,38	34,77	27511,52	32,19
Huiles et oléagineux	940,05	4,80	689,27	3,32	892,61	4,48	1405,80	5,58	3927,73	4,60
Viandes	2999,85	15,32	3076,85	14,83	1686,47	8,46	3969,88	15,76	11733,05	13,73
Poissons/fruits de mer	105,73	0,54	56,69	0,27	458,65	2,30	610,24	2,42	1231,31	1,44
Produits laitiers/œufs	2043,24	10,44	2313,91	11,95	998,52	5,01	1051,32	4,18	6408,99	7,50
Fruits et légumes	975,10	4,98	1224,69	5,90	1310,76	6,57	1030,98	4,09	4541,53	5,31
Boissons non alcoolisées	11,63	0,06	-	-	837,47	4,20	29,59	0,12	878,75	1,03
Boissons alcoolisées	891,89	4,56	623,95	3,01	721,91	3,62	902,54	3,58	3140,29	3,67
Autres produits	1017,35	5,20	596,93	2,88	798,01	4,00	1088,93	4,32	3501,22	4,10
Dépenses alimentaires	19578,28	100	20746,42	100	19941,98	100	25187,64	100	85454,32	100

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

Tableau 3.13
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Dec 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	2705,89	45,34	2201,15	43,70	1338,41	28,39	2772,82	38,56	9018,27	39,36
Racines et tubercules	1088,18	18,23	620,87	12,33	1410,68	29,92	1732,31	24,09	4852,04	21,18
Huiles et oléagineux	333,62	5,59	249,91	4,96	389,73	8,27	488,42	6,79	1461,68	6,38
Viandes	258,10	4,32	409,38	8,13	410,96	8,72	298,36	4,15	1376,80	6,01
Poissons/fruits de mer	032,00	0,54	-	-	209,84	4,45	229,53	3,19	471,37	2,06
Produits laitiers/œufs	650,91	10,91	591,50	11,74	382,92	8,12	771,67	10,73	2397,00	10,46
Fruits et légumes	320,16	5,36	462,20	9,18	251,95	5,34	342,71	4,77	1377,02	6,01
Boissons non alcoolisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Boissons alcoolisées	191,41	3,21	174,43	3,46	81,89	1,74	115,18	1,60	562,91	2,46
Autres produits	387,32	6,49	327,55	6,50	238,75	5,06	440,51	6,13	1394,13	6,08
Dépenses alimentaires	5967,60	100	5036,99	100	4715,14	100	7141,51	100	22911,24	100

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

A l'intérieur du groupe des céréales, le maïs domine de loin toutes les autres céréales malgré son introduction récente dans les habitudes de consommation des ménages de la zone (53 % des dépenses pour les céréales). Le mil/sorgho qui est la céréale traditionnellement consommée vient ensuite avec 33 % des dépenses en céréales. Le riz et surtout le blé sont consommés en quantités très minimes dans la zone (voir tableau 3.14). Au total, l'alimentation en céréales des ménages ruraux de la zone repose sur le maïs et le sorgho/mil. Les ménages non pauvres privilégient le maïs (57 % des dépenses pour les céréales contre 29 % pour le mil/sorgho) alors que les ménages pauvres accordent la même importance à ces deux céréales (43-44 %) (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Parmi les tubercules, c'est à l'igname que les ménages accorde la quasi totalité des dépenses sur les racines et tubercules (81 %). Le manioc le suit de très loin avec une part budgétaire de 11 %. Malgré la proximité de zone de production des pommes de terre (zone de l'extrême nord-Bénin), ces dernières sont presque absentes des habitudes alimentaires des ménages. La pomme de terre alimente plutôt les plats des riches même dans la zone dans laquelle elle est produite. On leur consacre moins de 1 % des dépenses sur les tubercules (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation de tubercules diffèrent selon que le ménage est pauvre ou non pauvre. En effet, les non pauvres consomment plus l'igname que les ménages pauvres. La situation inverse est observée quant à la consommation du manioc (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Tableau 3.14
Dépenses pour les céréales et tubercules par membre du ménage rural
de la zone vivrière du Sud-Borgou

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	238,26	4,58	123,60	2,38	144,91	4,76	265,42	5,42	772,19	4,21
Mais	2898,90	55,66	2583,09	49,79	1662,91	54,59	2539,92	51,85	9684,82	52,81
Mil Sorgho	1843,19	35,39	1775,68	34,23	869,91	28,56	1690,13	32,66	6088,91	33,20
Ble	74,21	1,42	9,13	0,18	0,71	0,02	11,43	0,23	95,48	0,52
Autres céréales	153,37	2,94	696,12	13,42	367,91	12,08	481,78	9,83	1699,18	9,26
Total céréales	5207,93	100	5187,62	100	3046,35	100	4898,68	100	18340,58	100
Tubercules										
Manioc	1120,73	38,92	728,50	17,27	150,88	2,49	475,85	7,93	2475,96	12,92
Igname	1626,88	56,50	3333,53	79,04	5488,17	90,44	5040,25	83,97	15488,83	80,81
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	35,77	0,59	-	-	35,77	0,19
Autres tubercules	131,79	4,58	155,74	3,69	393,21	6,48	486,66	8,11	1167,40	6,09
Total tubercules	2879,41	100	4217,77	100	6068,03	100	6002,75	100	19167,96	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.15
Dépenses pour les céréales et tubercules par membre du ménage rural
non pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	416,83	6,47	182,09	2,94	184,33	5,09	404,37	6,38	1187,62	5,26
Mais	3896,23	60,51	3184,15	51,48	2246,34	62,08	3551,25	56,03	12877,97	57,03
Mil Sorgho	1847,85	28,70	2183,42	35,30	722,02	19,95	1762,25	27,80	6515,54	28,86
Ble	127,42	1,98	13,47	0,22	1,15	0,03	20,22	0,32	162,26	0,72
Autres céréales	150,17	2,33	621,73	10,05	464,82	12,85	599,89	9,47	1836,61	8,13
Total céréales	6438,51	100	6184,84	100	3618,66	100	6337,98	100	22579,99	100
Tubercules										
Manioc	1331,94	32,06	888,77	14,86	188,20	2,18	646,38	7,38	3055,29	11,11
Igname	2596,98	62,50	4854,68	81,19	7762,42	90,06	7354,96	83,98	22569,04	82,03
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	58,34	0,68	-	-	58,34	0,21
Autres tubercules	226,01	5,44	235,85	3,94	609,96	7,08	757,04	8,64	1828,86	6,65
Total tubercules	4154,93	100	5979,29	100	8618,92	100	8758,38	100	27511,52	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.16
Dépenses pour les céréales et tubercules par membre du ménage rural
pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	28,01	1,04	4,84	0,22	45,13	3,37	91,18	3,29	169,16	1,88
Mais	1351,98	49,96	886,76	40,29	571,28	42,68	1111,93	40,10	3921,95	43,49
Mil Sorgho	1276,18	47,16	679,65	30,88	614,14	45,89	1415,24	51,04	3985,21	44,19
Ble	-	-	-	-	-	-	0,60	0,02	0,60	0,01
Autres céréales	49,73	1,84	629,89	28,62	107,85	8,06	53,87	5,55	941,34	10,44
Total céréales	2705,89	100	2201,15	100	1338,41	100	2772,82	100	9018,27	100
Tubercules										
Manioc	831,65	76,43	289,22	46,58	63,36	4,49	227,78	13,15	1412,01	29,10
Igname	225,33	20,71	325,81	52,48	1325,42	93,96	1398,51	80,73	3275,07	67,50
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres tubercules	31,21	2,85	5,85	0,94	21,89	1,55	06,02	6,12	164,97	3,40
Total tubercules	1088,18	100	620,87	100	1410,68	100	1732,31	100	4852,04	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Ce nombre varie entre 2,7 et 2,9 en milieu rural de la zone vivrière du sud-Borgou. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre. Cette similitude dans les situations ne reflète pas la différence possible qu'il peut y avoir entre les différentes catégories et périodes. La qualité et la quantité varient sans doute.

Dans la zone vivrière du sud-Borgou, les ménages ruraux achètent très peu de produits vivriers. Ils puisent l'essentiel de leur consommation de produits vivriers de leur propre production. C'est ainsi que seulement 20% du maïs est acheté, 11% du mil/sorgho, 16% de manioc et 5% d'igname. En ce qui concerne le riz, produit qui, du reste, est très peu consommé, presque la totalité de la quantité consommée est achetée (99%) (voir tableau 3.17).

Tableau 3.17
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural de la zone vivrière du Sud-Borgou

	Mars-Mai 1994	Juin-août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Maïs	16,4	31,0	16,0	15,5	20,0
Mil/Sorgho	11,6	12,6	6,8	10,5	10,9
Manioc	10,7	25,7	20,2	12,5	16,0
Igname	12,3	7,2	3,4	3,9	5,3
Riz	100,0	100,0	97,9	96,9	98,6

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Cette dépendance du marché est relativement élevée en Juin-Août (période de soudure) en ce qui concerne les céréales (31% du maïs et 13% de mil/sorgho sont achetés au cours de cette période) et le manioc (26%). Quant à l'igname c'est plutôt en Mars-Mai qu'il est assez rare au niveau des greniers des ménages (12% de sa consommation sont achetés). Le riz, par contre, est acheté à plus de 97% quelqu'en soit la période.

La dépendance vis à vis du marché en période de soudure est plus prononcée au niveau des ménages pauvres que chez les ménages non pauvres (voir tableaux 3.18 et 3.19). C'est ainsi que plus de la moitié de la quantité de maïs consommée en cette période par les ménages pauvres est achetée (54 %). Ce pourcentage est de 86% pour le manioc en juin-août et de 60% pour l'igname en mars-mai. Les ménages pauvres bradent certainement leur production après la récolte et sont obligés d'en acheter en période de soudure.

Tableau 3.18
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural non pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

	Mars-Mai 1994	Juin-août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Mais	18,9	28,2	17,3	17,3	20,5
Mil/Sorgho	17,6	10,1	9,8	13,1	13,0
Manioc	10,3	23,1	23,4	12,1	15,2
Igname	11,9	7,3	3,5	4,0	5,5
Riz	100,0	100,0	97,3	96,4	98,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.19
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

	Mars-Mai 1994	Juin-août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
Produits	%	%	%	%	%
Mais	14,2	54,1	8,8	5,3	19,9
Mil/Sorgho	12,5	16,1	3,6	3,2	8,4
Manioc	7,1	85,7	21,0	19,2	20,3
Igname	60,4	15,7	3,6	4,0	8,9
Riz	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux

En milieu rural de la zone vivrière du Sud-Borgou, les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant d'importance l'habillement (39 % des dépenses non-alimentaires), le logement (30 %), le transport (14 %) et la santé (11 %). L'éducation, les obligations sociales et les loisirs représentent une part minime des dépenses non-alimentaires (voir tableau 3.20). Les dépenses d'habillement et celles relatives au logement représentent à elles seules près de 70 % des dépenses non alimentaires. La prédominance de ces dépenses procède de l'importance accordée par les ruraux de la zone aux fêtes et cérémonies qui nécessitent des dépenses d'habillement souvent énormes et du souci des ménages ruraux de mettre leur épargne à l'abri des dépenses courantes en les investissant dans les constructions. Le faible niveau des dépenses affectées aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales) est tout de même surprenant dans la mesure où l'on a toujours pensé que la grande partie des revenus du coton est utilisée à cette fin.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. Alors que les dépenses de logement sont quasi stables au cours de l'année, celles relatives à l'habillement sont plus importantes au cours de la période de décembre à février. Les dépenses de l'éducation sont plus importantes entre septembre et novembre, celles relatives au transport entre juin et août et celles concernant les loisirs entre mars-mai. Les fêtes de fin d'année et les nombreuses cérémonies qui sont organisées au cours de la période décembre-février justifient très probablement l'importance des dépenses d'habillement au cours de cette période. Pour ce qui est des dépenses de l'éducation, les frais d'écologie et d'achat des fournitures scolaires sont à la base de son importance relative au cours de septembre-novembre.

Les parts budgétaires de certains postes varient selon la catégorie socio-économique. Les parts du transport et des loisirs augmentent avec le niveau de richesse alors que celle du logement et de la santé baisse. Les ménages ruraux de la zone accordent presque la même importance aux

dépenses d'habillement dans leurs dépenses de consommation non-alimentaire (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Graphique 3.9:
Structure des dépenses de consommation non-alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone vivrière du sud-Borgou

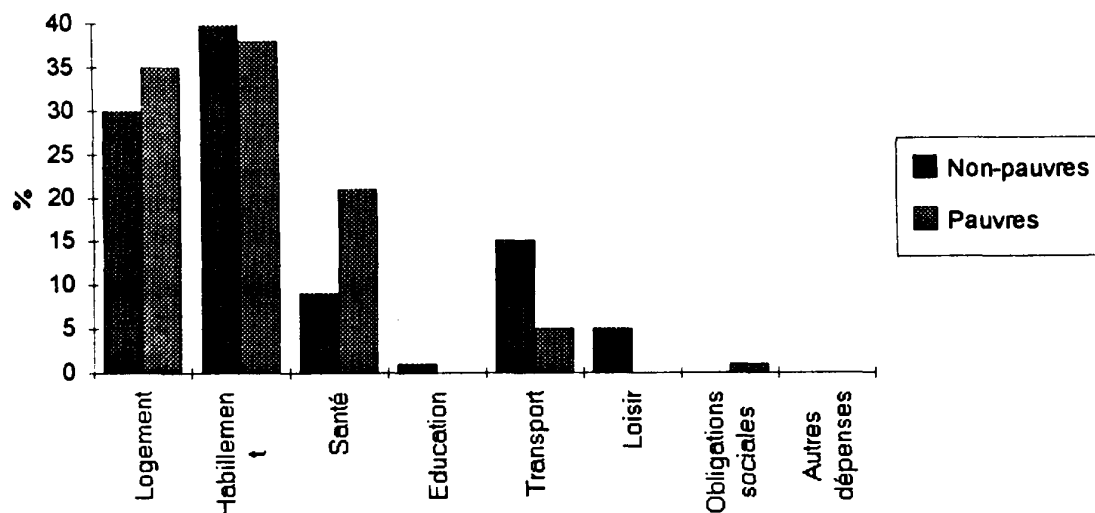


Tableau 3.20
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural de la zone vivrière du Sud-Borgou

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	3260,98	33,37	1048,88	28,27	1545,78	30,51	3282,81	27,39	9138,45	29,93
Habillement	2983,47	30,53	965,71	26,03	1997,71	39,43	6098,76	50,89	12045,65	39,41
Santé	1038,20	10,62	557,75	15,03	665,22	13,13	1073,14	8,96	3334,31	10,92
Education	25,83	0,26	-	-	178,25	3,52	53,34	0,45	257,42	0,84
Transport	1264,60	12,94	991,78	26,73	640,25	12,64	1309,25	10,93	4205,88	13,78
Loisir	1133,33	11,60	90,77	2,45	21,49	0,42	151,38	1,26	1396,97	4,58
Obligations sociales	66,17	0,68	55,04	1,48	17,27	0,34	6,03	0,05	144,51	0,47
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	8,65	0,07	8,65	0,03
Dépenses non-alimentaires totales	9772,57	100	3709,93	100	5065,97	100	11983,37	100	30531,84	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.21
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
non pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Poste de dépense	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	4962,69	33,24	1337,62	27,60	2142,55	29,84	5202,40	27,42	13645,26	29,71
Habillement	4267,56	28,59	1302,63	26,87	2940,30	40,95	9686,74	51,05	18197,23	39,62
Santé	1367,06	9,16	639,63	13,20	832,23	11,59	1432,90	7,55	4271,82	9,30
Education	46,07	0,31	-	-	266,36	3,71	83,70	0,44	396,13	0,86
Transport	2130,36	14,27	1363,25	28,12	943,06	13,14	2286,95	12,05	6723,62	14,64
Loisir	2058,49	13,79	137,82	2,84	35,06	0,49	264,53	1,39	2495,90	5,43
Obligations sociales	96,97	0,65	66,20	1,37	20,14	0,28	0,54	0,00	183,85	0,40
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	15,70	0,08	15,70	0,03
Dépenses non-alimentaires totales	14929,21	100	4847,15	100	7179,71	100	18973,46	100	45929,53	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.22
Composition des dépenses non-alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone vivrière du Sud-Borgou

Poste de dépense	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	805,25	30,47	530,59	46,66	520,51	40,43	680,73	30,80	2537,08	34,89
Habillement	1298,61	49,26	238,92	21,01	371,55	28,86	882,96	39,95	2792,04	38,40
Santé	494,98	18,78	189,23	16,64	311,42	24,19	505,02	22,85	1500,65	20,64
Education	-	-	-	-	12,62	0,98	1,84	0,08	14,46	0,20
Transport	39,51	1,50	148,37	13,05	54,73	4,25	121,18	5,48	363,79	5,00
Loisir	-	-	2,23	0,20	-	-	-	-	2,23	0,03
Obligations sociales	-	-	27,82	2,45	16,68	1,30	18,27	0,83	62,77	0,86
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses non-alimentaires totales	2636,36	100	1137,16	100	1287,51	100	2210,00	100	7271,03	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

Au niveau de la zone, 1045 enfants de moins de 5 ans ont été suivis sur l'ensemble des quatre passages. On y compte 43 % de moins de 2 ans et 57 % de ceux de 2 à 5 ans. C'est l'une des rares zones où le nombre de filles suivies dépasse celui des garçons (48 % de garçons et 52 % de filles).

3.7.1. Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

La classification de Waterlow est une méthode directe d'appréciation de l'état nutritionnel des enfants qui se base sur la combinaison des deux indicateurs anthropométriques Poids/Taille (P/T: indicateur de l'émaciation ou de la malnutrition sévère) et Taille/Âge (T/A: indicateur de la malnutrition chronique ou du retard de croissance).

Par rapport à cette classification, 68 % des enfants de moins 5 ans jouissent d'un bon état nutritionnel d'où 32 % seulement de malnutris contre 36 % obtenus sur l'échantillon national. On y découvre 25,2% de cas de malnutrition chronique et environ 6% d'émaciation (voir tableau 3.23 et graphique 3.10). Ce résultat relativement meilleur par rapport à la situation des autres zones est

conforme aux caractéristiques de la zone car il s'agit de la zone vivrière du sud-Borgou où toutes les spéculations sont produites en quantité de manière à assurer l'autosuffisance alimentaire de la zone. On n'observe pas une allocation excessive des terres à la culture de coton au détriment des cultures vivrières comme c'est le cas au niveau de la zone cotonnière du nord- Bénin.

Graphique 3.10 :
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel
au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou

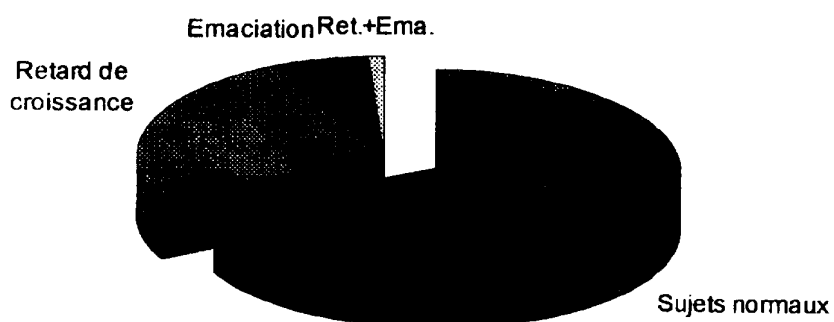


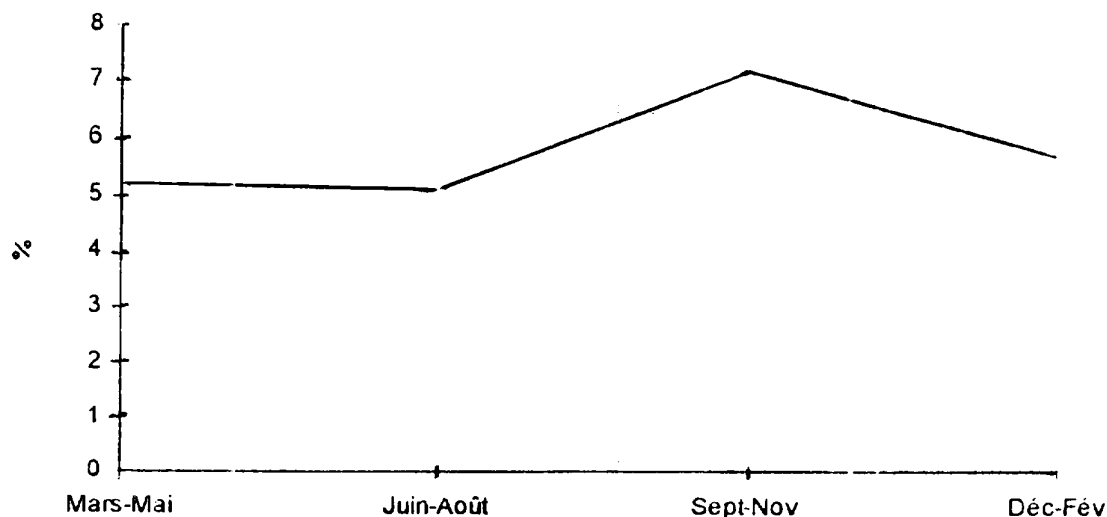
Tableau 3.23
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone Vivrière
du Sud Borgou selon la classification de Waterlow

Etat nutritionnel	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars 94-Fév. 95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets normaux	149	70,3	151	70,6	205	67,5	208	66,0	713	68,2
Sujets accusant un retard statural	50	23,6	50	23,4	76	25,0	87	27,6	263	25,2
Sujets émaciés	11	5,2	11	5,1	22	7,2	18	5,7	62	5,9
Sujets accusant un retard statural et émaciés	2	0,9	2	0,9	1	0,3	2	0,7	7	0,7
Sujets examinés	212	100,0	214	100,0	304	100,0	315	100,0	1045	100,0

Source : PNUD-MDR. ECVR 1994-1995.

L'étude saisonnière montre que le troisième passage et dans une moindre mesure le quatrième passage sont relativement plus difficiles avec plus de cas d'enfants malnutris. 34% de malnutrition au quatrième passage avec 28 % environ de retard de croissance et 32 % environ au troisième dont 7,2 % d'émaciation (voir tableau 3.23 et graphique 3.11).

Graphique 3.11:
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés
au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou



C'est l'une des rares zones où les enfants de moins de 2 ans sont relativement plus touchés par la malnutrition que ceux de 2 à 5 ans (34,2 % contre 29,3 %). Ceci résulte certainement lié à la mauvaise conduite du sevrage. Comme au niveau des autres zones les garçons sont plus atteints avec 36 % de cas contre 30 % environ au niveau des filles sur les deux derniers passages de l'enquête (voir tableau 3.24). C'est le phénomène de l'écosensitivité du sexe féminin qui se manifeste ici vers le jeune âge.

Il existe au niveau de la zone une liaison entre catégories socio-économiques des ménages et la malnutrition infantile. Ainsi, les enfants des ménages pauvres apparaissent plus atteints de la malnutrition que ceux des ménages non pauvres. En effet, sur l'ensemble de l'étude, 39 % des enfants de moins de 5 ans des ménages pauvres sont mal nourris contre 30 % seulement au niveau des ménages non pauvres (voir tableau 3.25). Au seuil $p < 0.05$ cette différence constatée est hautement significative (test de khi deux).

Tableau 3.24
Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone Vivrière du Sud
Borgou selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept 94 - Fév.95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	192	64,0	221	69,3
Enfants accusant un retard statural	95	31,7	68	21,3
Enfants émaciés	13	4,3	27	8,5
Enfants accusant un retard statural et émaciés	0	0,0	3	0,9
Enfants examinés	300	100	319	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995.

Tableau 3.25
Etat nutritionnel des enfants de la zone Vivrière du Sud Borgou selon
les catégories socio-économiques

a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	230	68,3	53	64,6	42	57,5	225	65,8
Retard statural	65	22,2	17	20,7	25	34,2	107	23,9
Emaciation	27	9,2	9	11,0	5	6,8	41	9,2
Retard + Emaciation	1	0,3	3	3,7	1	1,4	5	1,1
Total	293	100,0	82	100,0	73	100,0	448	100,0

b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	297	71,2	60	75,9	65	64,4	422	70,7
Retard statural	107	25,7	13	16,5	33	32,7	153	25,0
Emaciation	12	2,9	5	6,3	3	3,0	20	3,3
Retard + Emaciation	1	0,2	1	1,3	0	0,0	2	0,4
Total	417	100,0	79	100,0	101	100,0	597	100,0

c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Normaux	497	70,0	113	70,2	107	61,5	717	68,6
Retard statural	172	24,2	30	18,6	58	33,3	260	24,9
Emaciation	39	5,5	14	8,7	8	4,6	61	5,8
Retard + Emaciation	2	0,3	4	2,5	1	0,6	7	0,7
Total	710	100,0	161	100,0	174	100,0	1045	100,0

3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

L'incidence de la rougeole est faible dans la zone (34 cas sur 1043 enfants examinés). Cependant entre Décembre et Février, on a enregistré plus de cas (25 cas sur 315 enfants soit 8 %). Le taux maximal des séquelles de la poliomyélite est aussi enregistré entre Décembre et Février (17 cas sur 315 enfants soit 5,4 % contre une moyenne annuelle de 1,9%) (voir tableau 3.26).

Environ 20 % en moyenne des enfants de moins de 5 ans ont fait la diarrhée sur la période d'étude avec relativement plus de cas au niveau des garçons (24 % contre 18 % au niveau des filles sur la moyenne des deux derniers passages) (voir tableau 3.27). L'utilisation de la Thérapie de Réhydratation Orale (TRO = SRO ou SSS) n'est que de 16,4 % entre Septembre et Février. Ce sont surtout les garçons qui ont bénéficié de cette attention. Il semble que les parents ne sont pas encore convaincus de la TRO, d'autres n'ont pas l'information.

Tableau 3.26
Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans
de la zone Vivrière du Sud Borgou

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév. 95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sujets ayant fait la rougeole	1	0,5	2	0,9	6	2,0	25	7,9	34	3,2
Sujets ayant fait la poliomyélite	0	0,0	0	0,0	3	1,0	17	5,4	20	1,9
Sujets ayant fait la diarrhée dans les 15 derniers jours	42	19,8	38	17,9	66	21,7	62	19,7	208	19,9
Sujets recensés	212		212		304		315		1043	

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995.

Tableau 3.27
Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone Vivrière
du Sud Borgou selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	15	5,0	16	5,0
Enfants ayant fait la poliomyélite	7	2,3	13	4,1
Enfants ayant fait la diarrhée dans les 15 derniers jours	71	23,7	57	17,9
Enfants recensés	300		319	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995.

3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires

Les accouchements assistés par du personnel qualifié sont encore faibles (27% à peine) dans la zone malgré sa bonne couverture en infrastructures sanitaires et les efforts de sensibilisation en cours.

Les taux de couverture vaccinale ne sont pas assez reluisants dans la zone. En effet, seuls 36 % des enfants sont vaccinés contre la rougeole (38 % de filles et 35 % de garçons) et 39 % des enfants ont fait la troisième dose du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (41 % des filles contre 38 % des garçons) (voir tableau 3.28).

Très peu de parents de la zone ont pour réflexe le suivi de la croissance des enfants. En effet, seuls 19% des enfants de moins de 2 ans sont suivis contre une moyenne nationale de 37 % sur la période d'étude.

L'état nutritionnel relativement satisfaisant obtenu au niveau de la zone apparaît donc plus lié à la meilleure situation alimentaire de la zone (meilleure productrice de vivrier dans le Borgou).

Tableau 3.28
Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone
Vivrière du Sud-Borgou au cours des deux derniers passages

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants de moins de 5 ans						
Sujets ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	20	28,2	1	1,8	21	16,4
Sujets nés à la maternité	74	24,7	92	28,8	166	26,8
Sujets recensés de moins de 5 ans	300		319		619	
Enfants de moins de 2 ans						
Sujets vaccinés contre la rougeole (2)	24	34,8	26	37,7	50	36,2
Sujets ayant reçu la 3 ^{ème} dose du DTC (2)	26	37,7	28	40,6	54	39,1
Sujets non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	94	78,3	07	84,2	201	81,4
Sujets recensés de moins de 2 ans	120		127			

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- (1) Le pourcentage se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée indiqué aux deux tableaux précédents.
 (2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.
 (3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans

Dans la zone, en cas de maladies les membres des ménages ont relativement plus recours à la médecine moderne (41% environ) et à l'automédication (25%) par rapport aux autres modes de traitement. Contrairement à ce qu'on peut s'imaginer, les pratiques traditionnelles sont très peu utilisées (seulement 14 % des cas pour la médecine traditionnelle et 9 % pour les plantes médicinales).

Les membres des ménages pauvres ont plus recours à la médecine moderne que ceux des ménages non pauvres (48% pour les ménages pauvres contre 38% pour les non pauvres). Par contre, l'automédication est plus fréquente chez les ménages non pauvres que chez les ménages pauvres (30% contre 10%) (voir graphique 3.12)

Graphique 3.12:
Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-
économiques au niveau de la zone vivrière du sud-Borgou

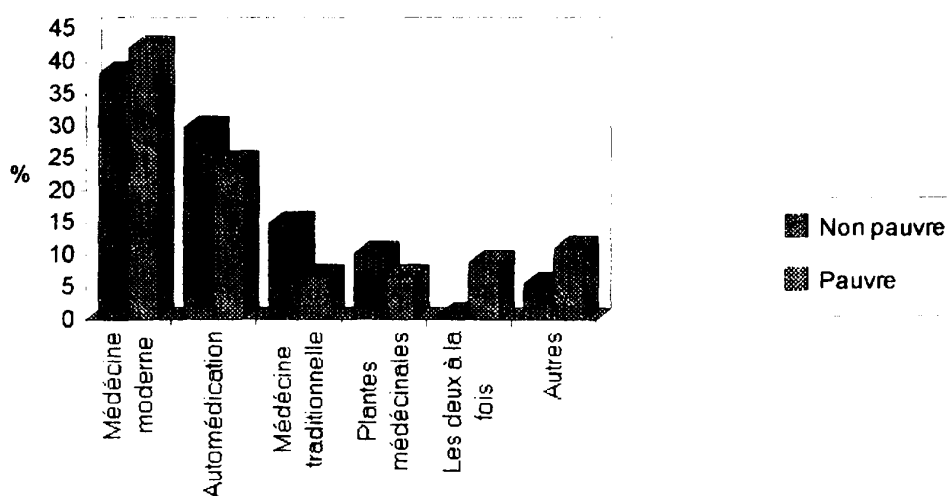


Tableau 3.29
Recours aux soins de santé des membres de ménages de la zone vivrière
du sud-Borgou selon les catégories socio-économiques

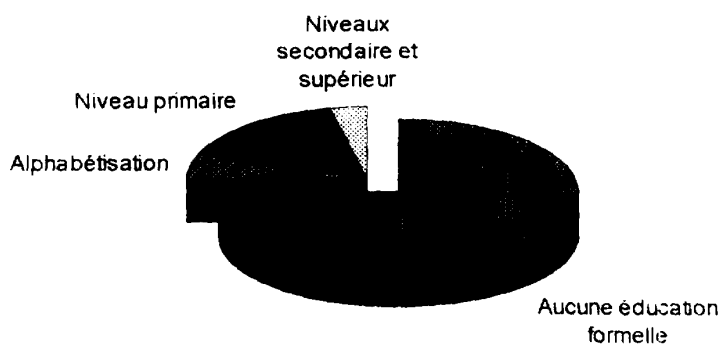
Type de soins	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Médecine moderne	41	38,3	14	48,3	19	42,2	74	40,9
Médecine traditionnelle	16	15,0	6	2,7	3	6,7	25	13,8
Les 2 à la fois	1	0,9	1	3,4	4	8,9	6	3,3
Automédication	32	29,9	3	10,3	11	24,4	46	25,4
Plantes médicinales	11	10,3	3	10,3	3	6,7	17	9,4
Autres	6	5,6	2	6,9	5	11,1	13	7,2
Total	107	100,0	29	100,0	45	100,0	181	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux

Un autre volet important de la caractérisation des pauvres est l'éducation. A l'instar des résultats relatifs à la nutrition et à la santé, ceux concernant l'éducation viennent confirmer la mauvaise situation des ménages ruraux dans leur ensemble dans le domaine de la satisfaction des besoins de base. En terme de niveau d'éducation, 75 % des membres des ménages n'ont reçu aucune éducation formelle et peuvent être considérés comme analphabètes. Seuls 16 % des membres des ménages ont fréquenté une fois l'école primaire. Les pourcentages des autres niveaux d'éducation sont minimes (voir tableau 3.30 et graphique 3.13).

Graphique 3.13:
Répartition des membres des ménages ruraux de la zone vivrière
du sud-Borgou selon leur niveau d'éducation



La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage de membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui de membres ayant fréquenté l'école primaire augmente. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes : 88 % des femmes sont analphabètes contre 63 % pour les hommes. Au moment où on enregistre 23 % de membres ayant fréquenté l'école primaire au niveau des hommes, ce pourcentage n'est que de 9 % au niveau des

femmes, soit un rapport de plus du simple au double (voir tableau 3.31 et graphique 3.14). Cette différence observée entre genre provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques dans les milieux ruraux qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes. Pour accroître la fréquentation de l'école par les filles, il faut dans un premier temps atténuer les facteurs sociologiques contraignants par une sensibilisation des parents aux bienfaits de l'instruction. Toutefois, l'adaptation des formations aux besoins réels des ruraux et à la situation économique actuelle du pays est nécessaire pour convaincre les ménages ruraux.

Graphique 3.14 :
Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux
de la zone vivrière du sud-Borgou selon le sexe

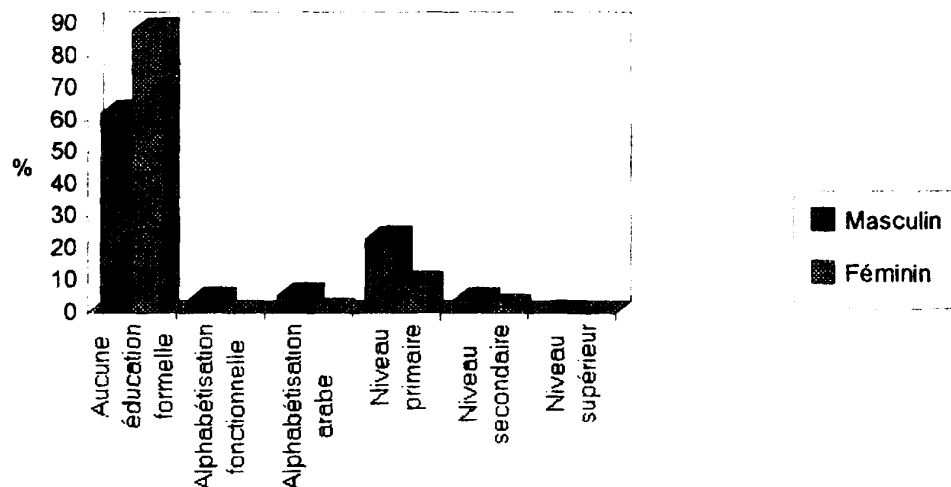


Tableau 3.30
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou
dans différentes catégories socio-économiques

Niveau d'éducation	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	421	69,8	283	79,9	890	75,4
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	15	2,5	5	1,4	25	2,1
Reçu une alphabétisation en arabe	23	3,8	7	2,0	37	3,1
Fréquenté l'école primaire	121	20,1	45	12,7	191	16,2
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	20	3,3	12	3,4	32	2,7
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	3	0,5	1	0,3	4	0,3
Fréquenté l'enseignement supérieur	0	0,0	1	0,3	1	0,1
Total membres	603	100,0	354	100,0	1180	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.31
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone vivrière du sud-Borgou
selon le sexe des membres des ménages

Niveau d'éducation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aucune éducation formelle	368	62,6	522	88,2	890	75,4
Reçu une alphabétisation fonctionnelle	25	4,3	0	0,0	25	2,1
Reçu une alphabétisation en arabe	33	5,6	4	0,7	37	3,1
Fréquenté l'école primaire	137	23,3	54	9,1	191	16,2
Fréquenté l'école secondaire au premier cycle	20	3,4	12	2,0	32	2,7
Fréquenté l'école secondaire au deuxième cycle	4	0,7	0	0,0	4	0,3
Fréquenté l'enseignement supérieur	1	0,2	0	0,0	1	0,1
Total membres	588	100,0	592	100,0	1180	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Le taux actuel d'inscription à l'école est meilleur à celui des adultes. En effet, dans le primaire le taux de scolarisation observé au niveau des ménages enquêtés est 28 % contre 16 % pour l'ensemble des ménages. Plus de la moitié des membres des ménages ayant fait une fois l'école primaire est constituée par les enfants en âge d'être scolarisés dans cet ordre d'enseignement. Cependant, ce taux de scolarisation demeure très faible par rapport à la moyenne nationale (urbaine et rurale) qui avoisine les 60 %. Ce taux baisse avec le niveau de pauvreté : 31% pour les non pauvres et 23% pour les pauvres. En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, les taux sont minimes ou parfois nuls (voir tableau 3.32 et graphique 3.15). Malgré la couverture suffisante en matière d'infrastructures scolaires de la zone, les taux de scolarisation ne sont pas des meilleurs du pays. Ceci conforte la proposition de sensibilisation des ruraux en la matière.

Graphique 3.15:
Taux de scolarisation des enfants de la zone vivrière du sud-Borgou
selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux

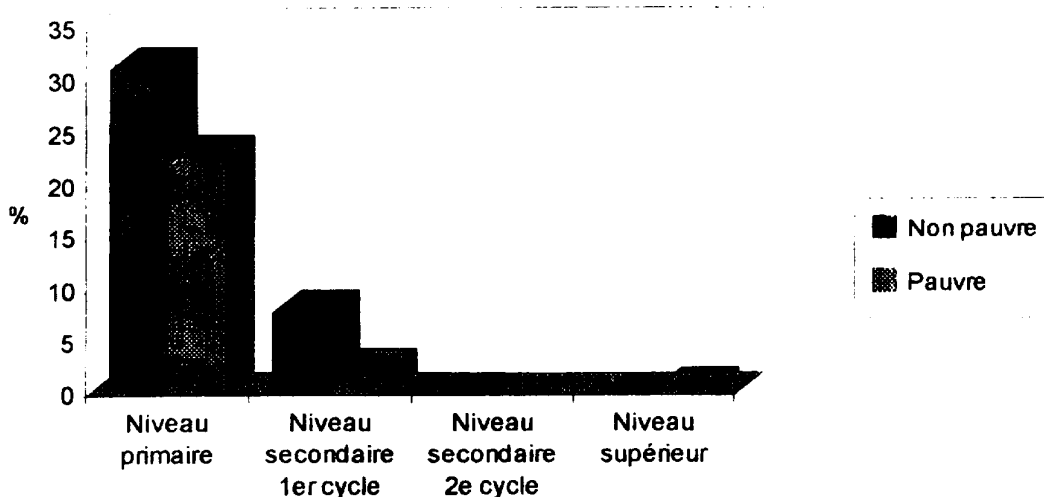


Tableau 3.32
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone vivrière du Sud-Borgou selon la catégorie socio-économique du ménage

Niveau d'instruction	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Niveau primaire	60	31,3	20	23,0	94	27,5
Niveau secondaire premier cycle	5	8,1	1	2,4	6	4,8
Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.33
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone vivrière du Sud-Borgou selon le sexe de l'enfant

Niveau d'instruction	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Niveau primaire	65	36,1	29	17,9	94	27,5
Niveau secondaire premier cycle	2	2,7	4	8,0	6	4,8
Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les principales raisons évoquées pour expliquer la non scolarisation des enfants sont dans l'ordre d'importance la nécessité de travailler (55 %) et l'âge des enfants jugé insuffisant (10 %; voir graphique 3.16). Ces raisons sont les mêmes qui sont évoquées pour justifier la non scolarisation des garçons que des filles. L'évocation de la première raison, c'est-à-dire la nécessité de travailler, montre que les ruraux de la zone retiennent les enfants à la maison pour constituer la main d'oeuvre familiale. L'action d'IEC préconisée plus loin devra prendre en compte cet aspect de la non scolarisation dans la sensibilisation des parents. Il faudra mettre alors l'accent sur la réduction du rôle économique des enfants dont la place idéale est plutôt à l'école et non aux champs à se fatiguer prématurément. La mécanisation de toutes les activités agricoles et une meilleure accessibilité aux intrants (intensification qui devrait déboucher sur une réduction des tailles d'exploitation) permettraient de réduire l'utilisation de la main d'oeuvre familiale et par conséquent libéreraient les enfants de ces contraintes majeures. Le fait que les parents évoquent l'âge insuffisant des enfants comme deuxième plus importante raison de leur non scolarisation procède plus d'une volonté de les garder à la maison pour des travaux agricoles que de l'ignorance. Certains experts de la zone avancent comme autre raison, l'éloignement des hameaux de l'école comme facteur limitant la scolarisation des enfants.

Graphique 3.16:

Raisons de non scolarisation des enfants de la zone vivrière du sud-Borgou

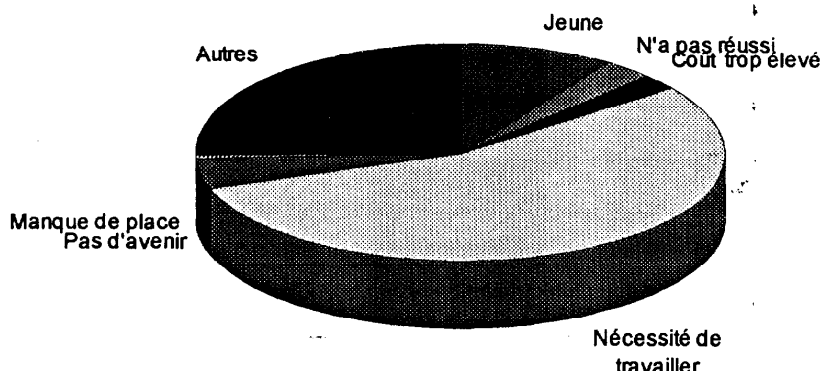


Tableau 3.34

Raisons de non-scolarisation des enfants de 5 à 14 selon le sexe dans la zone vivrière du sud-Borgou

Raisons de non-scolarisation	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Jugé trop jeune pour aller à l'école	15	9,0	19	10,4	34	9,7
Nécessité de travailler	93	56,0	99	54,1	192	55,0
Coût trop élevé des études	4	2,4	4	2,2	8	2,3
Pas d'avenir pour les gens éduqués	4	2,4	11	6,0	15	4,3
N'a pas réussi	8	4,8	2	1,1	10	2,9
Manque de place à l'école	2	1,2	0	0,0	2	0,6
Autres raisons	40	24,1	48	26,2	88	25,2
Total	166	100,0	183	100,0	349	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.9. Patrimoine des ménages ruraux

En matière de logement, il n'y a pas de maisons en agglomérés en milieu rural de la zone vivrière du sud-Borgou. Ce résultat traduit bien la réalité car malgré les revenus cotonniers, les populations rurales ne sont pas encore acquises à l'habitat amélioré. L'amélioration se comprend ici en terme de toit. La tôle ondulée est entrain de remplacer progressivement la paille. Mieux, pour cause de rareté de la paille (la région étant de plus en plus confrontée au problème de sahélisation), la tôle s'impose comme matériaux de construction. Mais actuellement, c'est les maisons en terre et en toit de paille qui dépasse légèrement en pourcentage celles couverte en tôle (51 % contre 49 % de maisons en tôle) (voir tableau 3.35). Les ménages non pauvres disposent plus de maisons couvertes de tôle que les pauvres; la tôle est devenue plus accessible pour ces ménages à cause des revenus cotonniers. A contrario, c'est les maisons couvertes de paille qui prédominent chez les pauvres (62% des maisons). Globalement, chaque ménage de la zone dispose d'au moins deux (2) maisons. Les ménages pauvres ont presque autant de maisons que les non pauvres. Toutefois, il faut signaler que

dans la zone, les nantis construisent de grandes cases longues comportant plusieurs appartements alors que les pauvres construisent des cases à dimensions plus réduites avec moins d'appartements.

Les ménages ruraux de la zone cotonnière du nord-Bénin ne possèdent presque pas les autres installations fixes. En effet, à l'exception des greniers qu'on rencontre à raison 1 en moyenne par ménage, toutes les autres installations fixes sont presque inexistantes dans le patrimoine des ménages: moins d'un (1) pour dix (10) ménages. La possession des autres installations fixes n'est pas liée au niveau de richesse. La moyenne de greniers par ménage pauvre est plus importante que celle observée chez les non pauvres (voir tableau 3.36).

Tableau 3. 35
Nombre moyen et pourcentage des maisons
selon le type et la catégorie socio-économique des ménages

Type de maison	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons par ménage	% du total des maisons
Maison avec murs en terre et toit en tôle	1.39	55.86	.86	37.80	1.21	49.39
Maison avec murs en terre et toit en paille	1.10	44.14	1.42	62.20	1.24	50.61
Nombre total de maisons	2.49	100.00	2.28	100.00	2.45	100.00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.36
Nombre moyen des installations fixes
selon le type et la catégorie socio-économique des ménages

Autres installations fixes	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage	Nombre d'installations recensées	Nombre moyen d'installations par ménage
Etable	4	.04			5	.03
Bergerie	6	.06	2	.06	10	.06
Grenier	106	1.03	31	.86	168	1.00
Crib					1	.01
Aire de séchage	7	.07	7	.19	17	.10
Magazin de stockage	4	.04	4	.11	10	.06
Autres installations	27	.26	9	.25	40	.24

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits matériels agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux. Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder. Très peu de ménages sont propriétaires des autres équipements et matériels agricoles. On en dénombre moins d'une unité pour dix ménages à l'exception de l'attelage complet qu'on retrouve à raison d'un pour 4 ménages (voir tableau 3.37).

Parmi les équipements ménagers et de transport, le foyer traditionnel, le poste radio et la bicyclette sont relativement fréquents. On en dénombre respectivement 0,43, 0,64 et 0,88 en moyenne par ménage, soit au moins un pour deux ménages. En dehors de ces équipements ménagers et de transport, les autres sont presque inexistantes. Les ménages non pauvres possèdent relativement plus de postes radio et de bicyclettes que les pauvres. La situation inverse s'observe au niveau des pauvres en ce qui concerne les foyers traditionnels (voir tableau 3.38).

Dans la zone vivrière du sud-Borgou, l'élevage est très développé. Le cheptel constitue une composante importante du patrimoine des ménages et une forme d'épargne très développée dans la zone. Le troupeau moyen compte 10 boeufs, 3 caprins, 4 ovins et 12 poulets environ. Ceci se comprend dans la mesure où la zone renferme beaucoup de peulhs qui sont des grands éleveurs dont les tailles de troupeau peuvent atteindre plusieurs centaines de boeufs. Seule la possession du gros bétail et des poulets est plus répandue chez les non pauvres que chez les pauvres: respectivement 11 et 13 têtes chez les non pauvres contre 8 et 9 pour les pauvres (voir tableau 3.39).

Tableau 3.37
Nombre moyen des différents équipements agricoles possédés par les ménages ruraux
pauvres et non pauvres de la zone vivrière de sud-Borgou

Équipement et matériel agricole	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage
Attelage complet	26	.25	10	.28	42	.25
Butteur	4	.04			6	.04
Canadien	3	.03			3	.02
Appareil de traitement	12	.12	2	.06	15	.09
Charette	7	.07			8	.05
Décortiqueuse			1	.03	1	.01
Motopompe	1	.01			2	.01
Nasse	1	.01			1	.01
Autres équipements agricoles	280	2.72	86	2.39	452	2.69

Source : PNUII-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.38
Nombre moyen des différents équipements ménagers possédés par les ménages ruraux
pauvres et non pauvres de la zone vivrière de sud-Borgou

Équipement ménager	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage	Nombre d'équipements recensés	Nombre moyen d'équipements par ménage
Moulin manuel	1	.01			1	.01
Moulin à moteur	2	.02	1	.03	5	.03
Foyer amélioré	16	.16	8	.22	29	.17
Foyer traditionnel	41	.40	20	.56	73	.43
Réchaud à pétrole	10	.10			12	.07
Poste radio	86	.83	11	.31	108	.64
Téléviseur	3	.03			3	.02
Groupe électrogène	1	.01			1	.01
Réfrigérateur	2	.02			2	.01
Mobylette/moto	40	.39	4	.11	51	.30
Bicyclette	96	.93	25	.69	147	.88
Automobile/camionnette	1	.01			1	.01
Autres équipements ménagers	500	4.85	117	3.25	723	4.30

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.39
Nombre moyen des différentes espèces animales possédées par les ménages ruraux
pauvres et non pauvres de la zone vivrière de sud-Borgou

Espèces animales	Non pauvres		Pauvres		Ensemble ménages	
	Nombre d'animaux recensés	Nombre d'animaux par ménage	Nombre d'animaux recensés	Nombre d'animaux par ménage	Nombre d'animaux recensés	Nombre d'animaux par ménage
Bovins	1138	11.05	283	7.86	1649	9.82
Ovins	411	3.99	118	3.28	672	4.00
Caprins	402	3.90	101	2.81	554	3.30
Porcins	1	.01			3	.02
Poulets	1357	13.17	308	8.56	1937	11.53

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs de ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

4.1. Difficultés des chefs de ménage hommes et des femmes en milieu rural

Les problèmes rencontrés par les chefs de ménage homme de la zone ont surtout trait à la production végétale. 66 % des difficultés viennent de ce secteur. Vient ensuite le secteur de l'élevage dont la fréquence des difficultés est de 18 %.

Cette zone concentre un nombre important d'agro-éleveurs qui n'ont pas tellement de problèmes pour la conduite de leurs animaux (nombre de bêtes par éleveurs peu élevé).

La fréquence des difficultés liées à ces deux secteurs est de 84 %, ce qui laisse entrevoir que les difficultés des autres secteurs sont marginales. Il faut, cependant, signaler les problèmes environnementaux qui ont des incidences sur les deux autres secteurs et dont la fréquence est de 1 %.

Les difficultés identifiées par les chefs de ménage hommes se retrouvent essentiellement dans trois secteurs : la production végétale, l'élevage et l'environnement. Quant aux problèmes des femmes, ils se font surtout sentir dans les secteurs de la production végétale (50 %) et de la transformation agro-alimentaire (21 %).

Les difficultés liées à l'environnement sont citées avec une fréquence de 13 % alors que celles liées au commerce le sont à 1 %. Les problèmes liés à la production végétale sont les plus importants que ce soit au niveau des chefs de ménages hommes ou au niveau des femmes. Les problèmes d'élevage qui viennent en seconde position chez les chefs ménages hommes ne sont qu'en quatrième position des préoccupations des femmes. Ces problèmes sont essentiellement liés aux bovins que les femmes n'élèvent généralement pas. C'est la raison pour laquelle elles n'en sont pas très concernées.

Les hommes s'investissent très peu dans la transformation agro-alimentaire. La fréquence des difficultés dans ce domaine vient en deuxième position chez les femmes alors qu'elle est marginale chez les hommes.

Les problèmes environnementaux sont cités avec presque la même fréquence aussi bien qu'au niveau des hommes que des femmes.

Chez les chefs de ménage homme, les six problèmes les plus cités parmi les dix principales difficultés concernent le secteur de la production végétale. Le tableau 4.1 présente la liste de ces difficultés.

Le coût des intrants a été le plus cité car l'enquête s'est déroulée juste après la dévaluation qui a entraîné une flambée des prix des produits importés.

Dans le secteur de l'élevage, le manque de points d'eau et de pâturage constituent les problèmes les plus préoccupants. Les problèmes d'épizooties sont alors moins ressentis que ces derniers. Les problèmes environnementaux concernent la sécheresse qui se traduit par une rupture des pluies qui intervient le plus souvent dans la première quinzaine de Juin, période de pluie et d'installation des cultures.

Le tableau 4.2 présente les dix principales difficultés rencontrées par les femmes au niveau de la zone. Ici, aussi le secteur de la production végétale est dominant en termes de difficultés citées. Le problème environnemental le plus ressenti est la sécheresse qui se manifeste tel que défini plus haut.

Les problèmes liés au coût trop élevé des intrants sont également les plus cités dans le secteur de la production végétale. Viennent ensuite ceux liés au manque de crédit et à la disponibilité de la main-d'oeuvre.

Dans le secteur de la transformation agro-alimentaire, les femmes sont surtout confrontées aux problèmes d'écoulement de leurs produits et d'approvisionnement en matières premières.

Le problème environnemental cité par les femmes est conjoncturel car lié à la pluviométrie exceptionnelle qui a prévalu au cours de la campagne 94-95 et qui a entraîné par endroits des inondations. Toutefois, la sécheresse est évoquée comme un problème important puisque les ménages pratiquent surtout une agriculture vivrière pluviale.

Tableau 4.1 Principales difficultés des chefs de ménages hommes

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	65	14,5
Production végétale	Appauvrissement du sol	37	8,3
Production végétale	Manque de crédit	36	8,1
Production végétale	Problème de transhumance	33	7,4
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	31	6,9
Production végétale	Main-d'oeuvre agricole non disponible	22	4,9
Élevage	Problème de disponibilité de points d'eau	21	4,7
Élevage	Problème de pâturage	18	4,8
Production végétale	Coût des équipements trop élevé	18	4,0
Environnement	Problème de sécheresse	16	3,6

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

Tableau 4.2 Principales difficultés citées par les femmes

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	31	11,7
Production végétale	Manque de crédit	24	9,1
Production végétale	Main-d'oeuvre agricole non disponible	24	9,1
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	18	6,8
Transformation agro alimentaire	Problème de débouché/écoulement	18	6,8
Environnement	Problème de sécheresse	14	5,3
Production végétation	Problème de transhumance	10	3,8
Environnement	Problème d'inondation	9	3,4
Transformation agro-alimentaire	Problème d'approvisionnement en matières premières	9	3,4
Transformation agro-alimentaire	Manque de matériels adaptés	9	3,4

Source : PNUD-MDR, FCVR 1994-1995

4.2. Difficultés des ménages ruraux non pauvres et pauvres

Les tableaux 4.3 et 4.4 donnent en ordre décroissant les secteurs qui présentent le plus de difficultés par catégorie de ménages non pauvres et pauvres.

Les chefs de ménages non pauvres ont cité des difficultés dans les mêmes secteurs que ceux recensés précédemment. Il s'agit par priorité, des problèmes liés au secteur production végétale (59 %), à l'élevage (12 %) et à l'environnement (10 %).

Tout comme chez les ménages non pauvres, les difficultés citées par les ménages pauvres ont essentiellement trait à la production végétale (54 %), à l'élevage (20 %) et à l'environnement (12 %).

La hiérarchisation des secteurs à problème est la même dans les deux groupes. L'acuité des problèmes varie cependant d'un groupe à l'autre.

Dans le domaine de la production végétale, les problèmes les plus recensés au niveau des ménages non pauvres concernent le *coût trop élevé des intrants* (13,3% des citations), le *manque de crédit* (8,5%) et le *manque de main-d'oeuvre* (6,9%). Les raisons qui soutendent cette priorisation sont les mêmes que celles évoquées plus haut

Les ménages pauvres ont les mêmes problèmes que les ménages non pauvres. La priorisation des problèmes est presque la même qu'avec les non pauvres. Dans le domaine de la production animale, c'est toujours le *manque de pâturages et de points d'eau* (4,8% de citations chez les ménages pauvres) qui ont été énumérés alors que les problèmes de *manque de débouchés et de matières premières* se posent avec plus d'acuité dans la transformation agro-alimentaire.

Tableau 4.3 Principales difficultés citées par les ménages non pauvres

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	58	13,3
Production végétale	Manque de crédit	39	8,5
Production végétale	Main-d'oeuvre agricole non disponible	30	6,9
Production végétale	Pénébilité du travail agricole manuel	27	6,2
Production végétale	Problèmes de transhumance	25	5,7
Production végétale	Appauvrissement du sol	18	4,1
Environnement	Problème d'inondation	17	3,9
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	16	3,7
Transformation agro-alimentaire	Problème de débouchés/écoulement	13	3,0
Elevage	Problème de pâturage	10	2,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.4 Principales difficultés citées par les ménages pauvres

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Coût des intrants trop élevés	18	14.5
Production végétale	Manque de crédit	11	8.5
Environnement	Problème de sécheresse	10	6.5
Production végétale	Appauvrissement du sol	8	5.6
Production végétale	Main-d'oeuvre agricole non disponible	7	4.8
Elevage	Problème de disponibilité de points d'eau	6	4.8
Elevage	Problèmes de pâturage	6	4.8
Elevage	Problèmes de transhumance	5	4.0
Elevage	Problème de vaccination	5	4.0
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	5	4.0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.3. Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux

Cette section du rapport traite des stratégies des ménages ruraux. L'analyse porte sur les causes et les solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres et non pauvres pour faire face aux principales difficultés qui affectent leurs activités économiques.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois causes majeures de ces difficultés et les solutions adoptées par les ménages pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à 100 pourcent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

Tableau 4.5 Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Conséquence de la dévaluation	63	1. Coût des intrants trop élevé	1. Substituer les intrants par du travail manuel	47
2. Ignorance ou incompréhension	26		2. On achète un minimum en fonction des moyens financiers disponibles	24
3. Manque de capital pour acheter des intrants	5		3. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	18
1. Surexploitation de terres peu fertiles	92	2. Appauvrissement du sol	1. Utilisation d'engrais lorsque possible	36
2. Nombreux producteurs	8		2. Techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure, compost, etc...)	36
			3. Recours à l'extérieur (ONG et AVA) pour des techniques de conservation	18
1. Ignorance ou incompréhension	64	3. Manque de crédit	1. Il n'y a pas de solutions	38
2. Manque d'appui ou mauvais suivi des agents vulgarisation	9		2. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	25
			3. Location d'équipement et emprunt à des voisins	13
1. Main-d'œuvre insuffisante pour la surface cultivée	57	4. Main-d'œuvre agricole non disponible	1. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	43
2. Manque de capital pour investir en équipement agricole	14		2. Il n'y a pas de solutions	14
3. Nombreux producteurs ayant besoin de main-d'œuvre	14		3. Demande l'aide de voisins.	14

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.6 Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Conséquence de la dévaluation du F.CFA	46	1. Coût des intrants trop élevé	1. Limiter l'utilisation des intrants au minimum	48
2. Taxation formelle et informelle des intrants importés du Nigéria	20		2. On achète un minimum	30
			3. Substituer de la main-oeuvre extérieure	22
1. Manque de capital minimum	42	2. Manque de crédit	1. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	26
2. Manque d'accès au crédit	39		2. Emprunt à des voisins ou à un membre du ménage	20
3. Actions de certaines personnes au détriment d'autrui	14		3. Réduit les activités économiques en fonction du crédit disponible	17
1. Manque de technologies économisant l'effort physique	36	3. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Limite la production en fonction des ressources humaines disponibles	35
2. Manque de capital pour investir	26		2. Utilisation de la main-d'oeuvre familiale	27
3. Exploitation de terres peu fertiles	10		3. Utilisation des moyens rudimentaires (Techniques agricoles traditionnelles et technologies simples)	15
1. Main-d'oeuvre insuffisante pour la surface cultivée	63	4. Main-d'oeuvre agricole non disponible	1. Limite la production en fonction des ressources humaines disponibles	37
			2. Redoublement d'effort	13
			3. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	13

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- **Premier type de difficulté : Coût trop élevé des intrants agricoles**

Selon les ménages ruraux, la principale cause du coût élevé des intrants agricoles est la dévaluation du F.CFA qui a doublé le coût des engrais chimiques et des produits phytosanitaires importés. Une alternative pour certains ménages consiste à s'approvisionner en intrants à partir du Nigéria. Mais les taxes et les péages informels des agents de l'administration renchérissent les coûts de ces intrants. La troisième cause évoquée est la non disponibilité des intrants au niveau de certaines localités; la commercialisation des intrants n'étant pas rentable pour les commerçants dans lesdites localités.

Face aux coûts élevés des intrants agricoles, les ménages ruraux adoptent deux principales solutions à savoir la réduction des quantités d'intrants utilisés par unité de superficie et la substitution du travail aux intrants soit en redoublant d'efforts soit en utilisant de la main-d'oeuvre extérieure en ce qui concerne les ménages ruraux non pauvres. La première solution adoptée contribue à une faible productivité et par conséquent conduit les ménages ruraux dans un cercle vicieux de la pauvreté.

- **Deuxième type de difficulté : L'appauvrissement des sols**

Dans la zone 3 avec le développement de la culture du coton, les sols deviennent de plus en plus dégradés et peu fertiles.

Pour lutter contre l'appauvrissement de leurs sols, les ménages ruraux utilisent les techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure, compost) ou utilisent si possible d'engrais. Ils font parfois recours aux ONG ou aux services de l'encadrement rural pour l'utilisation des techniques de conservation.

- **Troisième type de difficulté : Le manque de crédit**

Les ménages ruraux estiment qu'ils n'ont pas accès au crédit essentiellement parce qu'ils n'arrivent pas à réunir le capital minimum requis. Ils ne sont aussi informés des procédures d'accès au crédit formel.

Parmi les solutions adoptées, on retiendra essentiellement: le recours aux tiers notamment à l'entraide mutuelle (pour l'emprunt d'argent ou d'équipement); la vente de produits ou des biens matériels et si cela n'est pas possible, ils « font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont ». Cette attitude des ménages ruraux de la zone pose clairement la question du financement du secteur rural.

- **Quatrième type de difficulté : Coût élevé/Manque de main-d'oeuvre agricole**

L'engouement des paysans de la zone pour la culture du coton a conduit à une augmentation des superficies cultivées grâce à l'utilisation de la culture attelée. Ceci nécessite plus de main-d'oeuvre pour les travaux de récolte qui ne sont pas mécanisés surtout chez les non pauvres qui emblavent de grands domaines. La forte demande de la main-d'oeuvre pendant les récoltes entraîne un renchérissement du coût de ce facteur. Cela fait que les ménages pauvres subissent en particulier un manque de main-d'oeuvre car ils n'ont pas les moyens d'engager de la main-d'oeuvre salariée.

Face au coût élevé de la main-d'oeuvre agricole, les ménages ruraux essayent d'utiliser au maximum la main-d'oeuvre familiale (cela se ressent sur le taux de fréquentation et les raisons de non scolarisation des enfants). Cependant cette ressource fortement sollicitée a ses limites, ce qui amène les ménages à réduire les superficies en fonction des ressources humaines disponibles.

- **Cinquième type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel**

Pour l'ensemble des ménages ruraux (pauvres et non pauvres) les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté qui, comme on l'a déjà vu, est de loin la plus durement vécue par eux :

- * la non-disponibilité par eux de matériels techniques et des équipements pouvant leur permettre une économie d'effort physique ;
- * l'insuffisance de moyens financiers pour acquérir des équipements plus modernes
- * l'insuffisance de main-d'oeuvre par rapport aux superficies des terres à cultiver.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours en premier, à la main-d'oeuvre familiale (on comprend mieux pourquoi ils estiment qu'avoir beaucoup d'enfants et de femmes contribuerait à améliorer leur bien-être), solution qu'ils combinent souvent avec la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des

besoins de base. En troisième lieu, les ménages pauvres sollicitent davantage l'aide des autres producteurs (travail collectif avec des voisins).

- **Sixième type de difficulté : Insuffisance de points d'eau pour le bétail**

Le problème d'insuffisance de points d'eau est fortement ressenti par les ménages ruraux pauvres. Selon eux, les infrastructures disponibles sont insuffisantes et leur environnement constitue un frein à la disponibilité des points d'eau (zone semi-aride).

Face à ce problème une seule solution semble avoir été véritablement adoptée. Il s'agit du déplacement des troupeaux vers les zones plus propices soit par les ménages eux-mêmes soit en les confiant aux éleveurs peulhs.

- **Septième type de difficulté : Transhumance/Manque de pâturage**

Les conflits liés à la transhumance du bétail viennent du non respect du droit de passage du bétail à certains endroits précis à certaines périodes spécifiques. Soit l'éleveur fait passer son bétail en dehors de ces endroits et/ou de ces périodes, ce qui nuit aux travaux et aux rendements agricoles. Soit l'agriculteur interdit le passage prévu aux animaux. Comme souvent dans de pareils cas, un abus d'un côté entraîne un autre de l'autre côté. Les conflits entre paysans et éleveurs peuvent dégénérer. Cette transhumance entraîne une autre difficulté, celle du manque de pâturage évoquée par les ménages de la zone 3.

Dans les conflits liés à la transhumance, les ménages ruraux ont d'abord recours aux autorités pour régler les conflits. Cependant ils essaient aussi de prendre les choses en main en surveillant mieux leur champs et dans une moindre mesure en essayant d'établir des ententes entre éleveurs et agriculteurs.

- **Huitième type de difficulté : Problème de disponibilité de produits vétérinaires**

En dehors des grandes campagnes de vaccination qu'organisent les CARDER, les éleveurs n'ont pas accès aux produits vétérinaires courants. Ils trouvent que ces produits sont trop chers. C'est ce qui les amène à évoquer le problème de disponibilité de produits vétérinaires

Face à ce problème, les ménages ruraux n'ont d'autres choix que de se plier sur des techniques traditionnelles rudimentaires comme l'arrachage manuel des tiques sur les animaux.

En dehors du revenu beaucoup d'autres paramètres interviennent dans l'identification des pauvres. Indiscutablement les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir:

- le niveau de formation de la population*
- l'accès aux services sociaux de base*
- l'accès aux ressources productives*

Comme on peut le constater à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, etc.

Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. Le chapitre 6 qui sera abordé après l'étude de l'impact spécifique de la dévaluation tente de donner quelques orientations dans ce domaine.

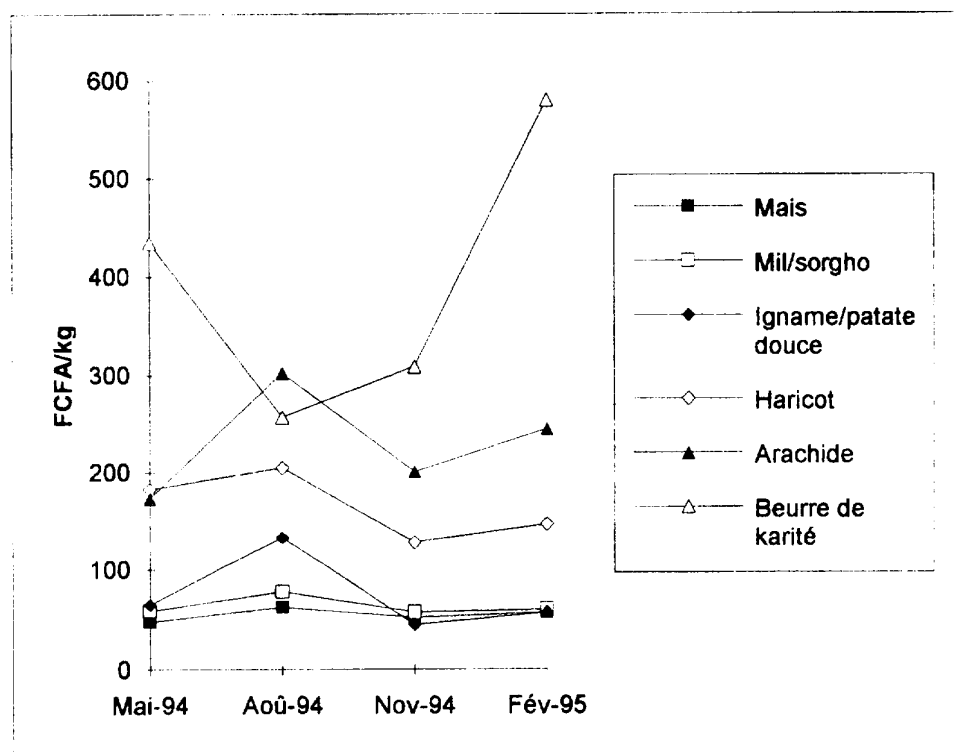
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passage.

Les fluctuations de prix ont été moyennes (maïs, mil/sorgho et haricot) à fortes (igname, arachide et beurre de karité). Par contre, la tendance annuelle est à la stabilité sauf pour l'arachide (à la hausse) (voir graphique 5.1).

Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone vivrière du Sud Borgou



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.2 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

Les changements de consommation alimentaire dans la zone sont similaires à la moyenne nationale, si ce n'est que les ménages ruraux de cette zone ont mis plus l'accent sur la réduction de la qualité des produits locaux et importés (respectivement plus 9% et plus 19% par rapport au niveau national) et moins sur la réduction de la quantité des produits importés (-18% par rapport au niveau national).

Tableau 5.1 Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone vivrière du Sud Borgou

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Viande	64,4	0,0	3,4	30,5	1,7	59	27,5
Condiment	41,9	4,7	39,5	14,0	0,0	43	20,1
Produits locaux	55,8	3,7	15,8	23,7	0,9	215	100
Produits importés	57,4	0,4	1,8	40,4	0	223	NP
Total produits	56,6	2,1	8,7	32,2	0,5	438	NP

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.3 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation non alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, le logement a été un peu plus souvent affecté qu'au niveau national, ce qui explique qu'il apparaisse au troisième rang dans le tableau 5.2 et non au cinquième rang comme au niveau national. Mis à part ce poste, les ménages ruraux de cette zone ont plus souvent réduit la qualité des dépenses non alimentaires qu'au niveau national, en particulier pour les obligations sociales. Par contre, les quantités consommées pour tous les postes sauf le logement ont été moins affectées que dans l'ensemble du pays.

Tableau 5.2: Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone vivrière du Sud Borgou

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	28,6	0,4	7,8	60,4	2,9	31,8
Santé	31,2	1,6	16,7	47,8	2,7	24,1
Logement	63,6	0,0	9,8	22,0	4,5	17,1
Obligations sociales	26,6	0,8	9,7	58,9	4,0	16,1
Transport	44,0	1,2	3,6	47,6	3,6	10,9
Total	36,6	0,8	10,1	49,2	3,4	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.4 Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact négatif sur la production vivrière, soit la situation inverse de la zone cotonnière du Nord Bénin. Les ménages ruraux ont cité la baisse de la rentabilité dans 51% des cas, soit 23% de plus que la moyenne nationale. Ils ont aussi fréquemment réduit leur production vivrière, particulièrement de maïs, de mil et de sorgho (55% des citations, soit 24% de plus que la moyenne nationale).

Tableau 5.3 Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone vivrière du Sud Borgou

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Maïs	60,4	24,8	14,9	101	36,3
Igname	23,0	42,6	34,4	61	21,5
Sorgho	44,7	23,7	31,6	38	13,7
Mil	53,3	40,0	6,7	30	10,6
Total	50,5	31,0	18,5	281	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.4: Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone vivrière du Sud Borgou

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Maïs	62,0	31,0	7,0	100	36,1
Igname	28,3	55,0	16,7	60	21,7
Sorgho	56,8	13,5	29,7	37	13,4
Mil	63,3	13,3	23,3	30	10,8
Total	55,2	32,1	12,6	277	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.5 Impact de la dévaluation sur la production des cultures de rente des ménages ruraux

Au niveau de la zone vivrière du Sud Borgou, la dévaluation a eu un impact négatif sur la production de cultures de rente. Les ménages ruraux ont cité la baisse de la rentabilité dans 59% des cas, soit 28% de plus que la moyenne nationale. Ils ont aussi fréquemment réduit leur production, de coton comme de maïs (57 % des citations, soit 28% de plus que la moyenne nationale).

Tableau 5.5: Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud Borgou

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Coton	62,3	20,8	16,9	130	63,7
Maïs	77,5	17,5	5,0	40	19,6
Total	58,8	27,0	14,2	204	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6: Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud Borgou

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Coton	57,7	33,1	9,2	130	63,7
Mais	75,0	12,5	12,5	40	19,6
Total	56,9	29,4	13,7	204	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.6. Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact plutôt modéré sur les activités de transformation agro-alimentaire et clairement négatif sur la rentabilité.

Tableau 5.7 Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud Borgou

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	62,0	22,0	16,0	50	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.7. Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un impact très faible sur les activités de commerce et le peu d'impact sur la rentabilité a été plutôt à la baisse.

Tableau 5.8: Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone vivrière du sud Borgou

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	50,0	21,1	28,9	38	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.8. Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu un certain impact sur la solidarité communautaire. Un pourcentage non négligeable de ménages ruraux a reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont plus fréquents que les dons reçus (respectivement 23% et 7%). Les ménages ruraux ont aussi accueilli plus de personnes qu'ils n'en ont envoyé à l'extérieur (respectivement 9% et 2%).

Tableau 5.9: Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone vivrière du sud Borgou

	% des ménages	
	Oui	Non
Aide en argent ou en nature		
Appel à des aides d'autres personnes	6,9	93,1
Dons faits à d'autres personnes	22,8	77,2
Ni aides reçues, ni dons faits	73,3	26,7
Accueil de personnes		
Personnes envoyées ailleurs	1,7	98,3
Personnes accueillies venant d'ailleurs	8,6	91,4
Aucun parent envoyé ou accueilli	89,8	10,2

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE

6.1. Principes directeurs

1. **Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité.** Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.

2. **Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro.** L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coopératives, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.

3. **Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes.** Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.

4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un **cube d'orientation stratégique** présenté à la figure 6.1.

5. Enfin **les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.**

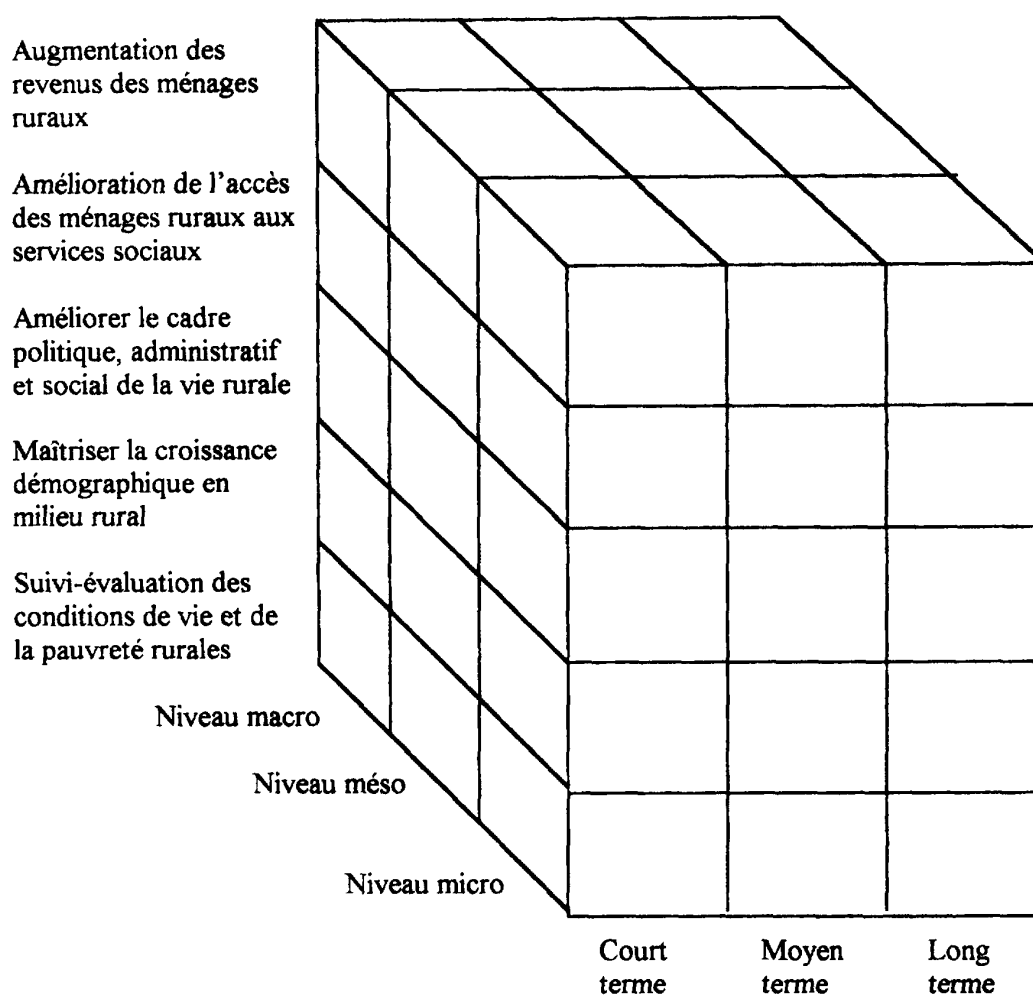
6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux

Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles

Objectifs

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phyto-sanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel

Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurales



Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénommé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les coûts de

commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

Revaloriser la filière maïs comme culture de rente dans la zone

Mesures ciblées sur les pauvres

Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé. On pourra suivant ce principe mettre à la disposition de ces ménages la ligne de crédit équipement du PDRI (Projet de Développement rural intégré) du CARDER Borgou.

Deuxième axe d'intervention: le crédit rural

Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phyto-sanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.
- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Renforcer le rôle des CLCAM

- Encourager la mise en place de CLCAM au niveau des communes de la zone pour rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt
- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'argent chaud pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts
- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc par l'intermédiaire de la dynamisation des groupes de tontine.

Mobiliser l'épargne locale

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

Combinaison du crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

Troisième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales

Objectifs

- Désenclaver certaines communes rurales pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux
- Améliorer l'accès à certains services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Construction, réfection et entretien de pistes et de ponceaux.

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts. Dans ce cadre l'activité de certaines ONG mérite d'être encouragée.

Quatrième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres

Objectifs

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en cas d'urgence
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge et vieillards

Mesures ciblées sur les pauvres

Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères notamment la bonne conduite du sevrage

Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro			
Niveau méso	<p>Hausse des prix des produits agricoles au producteur</p> <p>Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p> <p>Développer formes alternatives de crédit</p> <p>Mobiliser l'épargne locale</p>	<p>Construction et entretien de voies rurales</p>
Niveau micro	<p>Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition.</p> <p>Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition.</p> <p>Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail</p> <p>Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres</p> <p>Réduire le taux d'intérêt de certains prêts</p>	<p>Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition.</p>	

6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

Premier axe d'intervention : la santé

Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Financer et organiser une campagne nationale d'IEC

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

Réfectionner et équiper correctement les centres de soins primaires

Réorienter une partie du budget de la santé des centres urbains vers les communes rurales, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

Améliorer la formation des agents de santé primaires

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

Intensifier ou étendre le système d'information à base communautaire (SIBC)

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans certains villages du Borgou et de l'Atacora, il s'agira d'étendre le SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

Mesures ciblées sur les pauvres

Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus

susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

Deuxième axe d'intervention : l'éducation

Objectifs

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Revoir le contenu des programmes

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

Renforcer le programme national d'alphabétisation fonctionnelle

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire les coûts de la scolarisation des enfants des ménages pauvres

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural qui est parfois un facteur de blocage.

Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper des centres de santé primaire Formation des agents de santé primaire Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale

Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique

Objectif

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Réforme administrative

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenses des collectivités locales

Réforme de la fiscalité

Transfert correspondant de ressources financières du niveau central vers les niveaux locaux

Actions de formation et d'information

Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics

Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale

Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances locales

Election de représentants

Encourager les initiatives locales

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales

Il s'agit d'organiser des causeries ou des séminaires régionaux comme mécanisme de concertation entre l'Etat (agents de l'administration publique), et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural

Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

Construction de centres de vente de produits vétérinaires dans les localités d'élevage qui en manquent

Financement et organisation de campagnes de vaccination

Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la clientèle. Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable

Objectifs

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurales.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Campagne IEC

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Disponibilité de services publics

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Mise en place d'une politique familiale

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	

